



Ligue des
droits et libertés

Rapport d'activités 2024-2025

Période couverte
1er avril 2024
au 31 mars 2025

Adopté à l'assemblée
générale annuelle
du 28 mai 2025

Table des matières

2 MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

4 À PROPOS DE LA LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

- Mission
 - Champs d'action
-

6 RÉALISATION DES PRIORITÉS 2024-2025

- Chartes et clauses dérogatoires
 - Droit à la santé
 - Droit à l'information
 - Droits des personnes migrantes
 - Droits des peuples autochtones
 - Environnement et droits humains
 - Enjeux carcéraux et droits des personnes en détention
 - Génocide en Palestine
 - Itinérance
 - Liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique
 - Police et mécanismes de surveillance des pratiques policières
 - Racisme systémique, exclusion sociale et laïcité de l'État
 - Santé mentale, Loi P-38.001
 - Surveillance des populations, intelligence artificielle et droits humains
-

20 DÉVELOPPEMENT DE LA LDL

- Consolidation de la santé financière de la LDL
 - Campagnes d'adhésion, de renouvellement et de financement
 - Rayonnement de la LDL dans l'espace public et médiatique
 - Promotion des droits
-

25 COALITIONS OU REGROUPEMENTS

- Action communautaire autonome et défense collective des droits
 - Campagne québécoise pour la régularisation et la justice migrante
 - Coalition d'action et de surveillance sur l'incarcération des femmes au Québec
 - Coalition Québec URGENCE Palestine
 - Coalition Riposte au Plan santé
 - Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles
 - Collectif Échec à la guerre
 - Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux
 - Fédération internationale pour les droits humains
 - Front commun pour la transition énergétique
 - Observatoire des profilages
 - Prison Transparency Project
 - Regroupement des médias critiques de gauche
 - Table de concertation des organismes de défense de droits et Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
-

30 VIE ASSOCIATIVE

- Conseil d'administration et conseil exécutif
 - Militants et militantes
 - Permanence
 - Instances
 - Conseil exécutif
 - Conseil d'administration
 - Équipe de la permanence
 - Comités de travail
-

35 LDL - SECTION DE QUÉBEC RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024-2025

40 ANNEXE 1

Liste des communiqués, interventions politiques et juridiques, publications, représentations et événements

The logo consists of the letters 'LDL' in a stylized, red, cursive font.

Ligue des
droits et libertés

Mot du conseil d'administration

La Ligue des droits et libertés : défendre les droits dans un monde marqué par les reculs

Mot du conseil d'administration

L'année 2024-2025 a été marquée par de nombreux bouleversements autant sur la scène internationale que nationale. Bien qu'il soit impossible de passer sous silence les violations de droits humains dans plusieurs régions du globe et que nous constatons chaque jour le vacillement du monde tel que nous le connaissions, je suis fier de constater que la Ligue des droits et libertés (LDL) se tient debout, et même encore plus fermement.

La dernière année a été le reflet d'un monde imprévisible où les attaques aux droits et libertés se sont faites d'une manière encore plus décomplexée qu'auparavant. Cela dit, elle est le reflet, également, du travail acharné des dizaines, voire centaines, de militant-e-s qui se dressent contre ces reculs au sein de notre organisation et parmi les nombreux groupes alliés et mouvements sociaux.

Je souhaite profiter de cet espace pour offrir, au nom du conseil d'administration, un message d'espoir aux membres et militant-e-s de la LDL. Il y a un an, quand j'ai eu l'honneur d'accepter le mandat de président qui m'a été confié, je savais que j'allais devoir être entouré pour bien réaliser ce mandat complexe. Je peux dire, après une première année, qu'il aurait été difficile de mieux tomber. Je tiens à souligner, en particulier, la richesse des échanges que propose le conseil d'administration (CA) dont la tâche devient encore plus ardue dans un monde qui nous pousse vers des positions de plus en plus tranchées. Un petit mot pour dire, aussi, la chance que j'ai de travailler avec un conseil exécutif (CE) brillamment composé. En plus de la gestion quotidienne, les élu-e-s de la LDL ont à débattre d'enjeux difficiles et il est rassurant de voir le CA et le CE le faire avec finesse, solidarité et rigueur.

Les derniers mois nous ont prouvé que la LDL occupe une place singulière dans le paysage politique

québécois. L'expertise de nos analyses et la justesse de nos interventions se sont encore avérées être des moyens pour faire la promotion et la défense des droits humains. Nous avons su démontrer, à travers tout ce qui a été fait par les militant-e-s, les comités et l'équipe de la permanence, que la LDL peut jouer un rôle décisif non seulement pour la protection de certains acquis en matière de droits humains, mais qu'elle peut aussi occuper une place de choix pour faire des gains importants et promouvoir les droits humains, malgré l'époque particulièrement difficile.

Il est également forcé de constater que l'équipe est encore plus forte. Nous avons eu la chance d'ajouter une personne à l'équipe de la permanence et nous avons continué à recruter des membres et militant-e-s, notamment à travers notre volonté d'actualiser continuellement le rôle et les moyens d'action de la LDL. En ce sens, la dernière année marque aussi la volonté de se projeter sur le long terme. Si la conjoncture politique nous force souvent à réagir rapidement, il devient aussi nécessaire de consolider la place de la LDL dans le paysage politique de demain. À l'aube d'une autre année marquée par un anniversaire important, celui du 50^e de la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec, la LDL regarde encore plus loin en s'assurant de demeurer un organisme fondamental pour la défense des droits de toutes les personnes au Québec.

Le conseil d'administration est très fier du travail accompli par les militant-e-s, l'équipe de travail et les instances, et tient à remercier toutes celles et ceux qui, de près ou de loin, luttent à nos côtés pour faire de ce monde un endroit plus juste.

Alexandre Petitclerc, président
pour le conseil d'administration

The logo consists of the letters 'LDL' in a stylized, red, cursive font. The 'L' and 'D' are connected, and the 'L' has a small loop at the top.

Ligue des
droits et libertés

À propos de la LDL

Mission

Fondée en 1963, la Ligue des droits et libertés (LDL) est un organisme indépendant et non partisan dont la mission est de faire connaître, défendre et promouvoir l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance des droits reconnus dans la *Charte internationale des droits de l'homme*. La LDL est affiliée à la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH).

Depuis maintenant 62 ans, ses actions visent l'ensemble de la population, de même que certains groupes en situation de vulnérabilité : personnes réfugiées et immigrantes, personnes autochtones, personnes en situation de handicap, personnes incarcérées, personnes racisées, etc.

La LDL protège les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et marque de son empreinte l'évolution de la société québécoise. Tant sur la scène nationale qu'internationale, la LDL prend position et intervient auprès des instances gouvernementales ou autres pour dénoncer des situations de violation de droits humains. Elle mène des activités d'information, de formation et de sensibilisation visant à faire connaître le plus largement possible les enjeux de droits humains pouvant se rapporter à l'ensemble des aspects de la vie en société.

Champs d'action

Le plan d'action 2024-2025, tant via le travail des membres de la permanence que par l'implication active des membres militant-e-s, plaçait les dossiers suivants au cœur des activités de la LDL, ici listés en ordre alphabétique :

- Activités, revendications et communications en lien avec le 50^e anniversaire de la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec, qui s'échelonnent en 2025 et 2026
- Droit à la santé ;
- Droit à l'information;
- Droits des personnes migrantes ;
- Droits des peuples autochtones ;
- Droits économiques, sociaux et culturels ;
- Enjeux carcéraux et droits des personnes en détention ;
- Environnement et droits humains ;
- Liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique ;
- Police et mécanismes de surveillance des pratiques policières ;
- Racisme systémique, exclusion sociale et laïcité de l'État ;
- Surveillance des populations, intelligence artificielle et droits humains.

The logo consists of the letters 'LDL' in a stylized, red, cursive font.

Ligue des
droits et libertés

Réalisation des priorités 2024-2025

Chartes et clauses dérogatoires

Au cours de l'année 2024-2025, un groupe de travail a été formé sur les enjeux liés à la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec, à la *Charte canadienne des droits et libertés*, et aux dispositions de dérogation qui existent dans ces deux instruments et qui sont de plus en plus souvent utilisées par les législateurs ces années-ci.

Celui-ci a œuvré à déterminer la programmation spéciale qui sera déployée dans le cadre du 50^e anniversaire de la *Charte québécoise* à partir de juin 2025. Parmi les pièces maîtresses de cette programmation se trouvent une série de revendications que la LDL portera en ce qui concerne l'avenir de la *Charte*, concernant entre autres les droits économiques et sociaux, la clause dérogatoire et les modalités pour modifier la *Charte*. Une autre pièce maîtresse est la revue *Droits et libertés*, dont l'édition printemps 2025 portera sur le 50^e de la *Charte québécoise*, proposant une série de textes de réflexion provenant de la LDL comme de divers secteurs de la société civile. Grâce au soutien du Service aux collectivités de l'UQAM (SAC-UQAM), la LDL a pu bénéficier du travail d'une personne étudiante pendant un mandat de 100 heures.

À l'approche du 50^e de la *Charte québécoise*, la LDL se concerte avec plusieurs organisations, dont la Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux (COMRADES) et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) pour garder une vue d'ensemble de ce qui se prépare pour célébrer les droits humains et affirmer l'importance de la *Charte*.



De plus, la LDL a présenté le 8 avril 2024 un [mémoire](#), sur le projet de loi 52 (PL52), *Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de la souveraineté parlementaire à l'égard de la Loi sur la laïcité de l'État*, déposé le 20 février 2024. La LDL a présenté son analyse lors des consultations particulières sur ce projet de loi, et a joint à son mémoire les témoignages de quatre enseignantes musulmanes faisant état des impacts de la *Loi sur la laïcité* dans leurs vies.

Dans la foulée, le ministre Jean-François Roberge a tenté les 9 et 10 avril 2024 de disqualifier et de marginaliser les critiques formulées au sujet de la *Loi sur la laïcité de l'État* (Loi 21). Le ministre s'est dit heurté et offensé que la LDL qualifie cette loi de raciste et sexiste, et a proposé, sans succès, une motion à l'Assemblée nationale à l'effet de « réfuter et condamner toute accusation stipulant que la Loi 21 est raciste, sexiste ou discriminatoire ». La LDL, appuyée par d'autres organisations, a réagi par voie de [lettre ouverte](#) à ces événements.

À l'automne 2024, la LDL a publié son document *Droits humains et enjeux constitutionnels : un recadrage s'impose*. On y propose un recadrage au sujet de certaines notions qui occupent l'espace public, politique et médiatique depuis quelques années, particulièrement dans le cadre des débats sur la laïcité de l'État, la protection de la langue française et les enjeux constitutionnels. Ce recadrage appose une lunette de droits humains aux discours entourant les droits collectifs, la

souveraineté parlementaire et les dérogations aux droits humains.

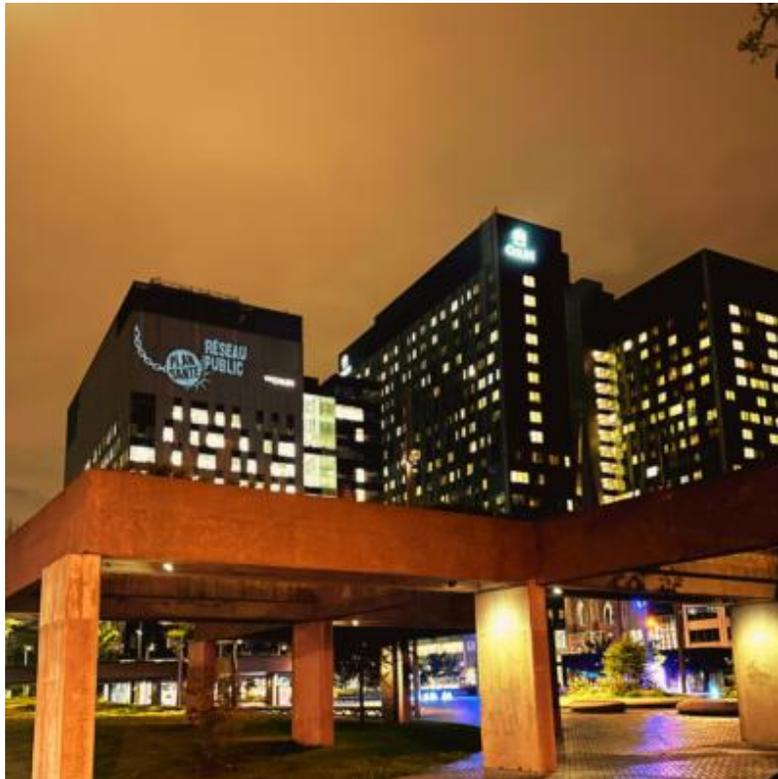
À la fin novembre 2024, quand le Comité consultatif sur les enjeux constitutionnels du Québec au sein de la fédération canadienne a publié son rapport, la LDL a réagi par voie de [communiqué de presse](#), soutenant qu'il est dangereux pour les droits humains d'octroyer davantage de pouvoir au gouvernement de déroger aux droits, et réitérant que les droits humains sont interdépendants et que plusieurs d'entre eux sont intangibles en vertu du droit international.

Droit à la santé

Au cours de l'année 2024-2025, le comité Droit à la santé a inscrit ses activités en cohérence avec le plan d'action qu'il s'était donné. Il a notamment publié le 28 juin 2024 une [lettre ouverte](#) dans *La Presse* portant sur le mode de rémunération des médecins et a continué à faire circuler sa [définition officielle du droit à la santé](#), à travers des publications dans les médias et des envois ciblés aux organismes en santé et services sociaux, notamment.

Le 30 octobre 2024, la LDL a transmis une [correspondance](#) aux membres du conseil d'administration de la nouvelle Agence Santé Québec créée suite à l'adoption du projet de loi 15 (PL15), *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace*, le 9 décembre 2023. Cette lettre aborde le droit à la santé et les obligations incombant à l'État en la matière, et sollicite une rencontre officielle. La correspondance est restée sans réponse.

En février 2025, le comité a tenu une rencontre de réflexion à la suite de plusieurs mois de discussions concernant la suite à donner aux travaux du comité. Constatant que la LDL est parvenue au cours des dernières années à bien jeter les bases du droit à la santé dans les milieux communautaires et syndicaux notamment, le comité a décidé de se dissoudre. Il a été convenu néanmoins que la LDL continuera d'intervenir sur le droit à la santé.



Coalition Riposte au plan santé

Messages sur le droit à la santé, projetés sur un édifice du CHUM à Montréal, août 2024.

La LDL a poursuivi en 2024-2025 son implication dans la Coalition Riposte au Plan santé. À l'automne 2024, la Coalition, avec le soutien de la LDL et en collaboration avec le Collectif Le Sémaphore, a fait un coup d'éclat médiatique en projetant des messages sur certains édifices du réseau de la santé et en publiant un communiqué de presse.

Les images du coup d'éclat ont été diffusées chaque semaine entre le mois d'octobre et le début décembre, puis cette démarche a culminé avec le webinar [La Riposte au plan santé se poursuit](#), qui a rassemblé plus de 220 personnes le 27 janvier 2025.

Les mobilisations de vastes secteurs de la société civile contre la privatisation du réseau de la santé et des services sociaux sont très vives dans le contexte actuel et la LDL continuera d'y apporter son soutien et la perspective des droits humains malgré la dissolution du comité Droit à la santé.

Droit à l'information

Les dénis du droit à l'information ont des impacts sur plusieurs des luttes pour les droits humains auxquelles contribue la LDL. Un regroupement informel multisectoriel créé à l'automne 2023 souhaite démontrer au public l'importance de cet enjeu de société, documenter ses impacts, développer des analyses et revendications en vue d'exiger une réforme législative. Un besoin de formation pour rendre plus accessible le processus de demande d'accès à l'information est aussi identifié. Ce regroupement souple réunit des groupes opposés à la brutalité et l'impunité policières, des groupes de droits des locataires, groupes écologistes, groupes d'éducation populaire et de défense des droits, tous affectés par les dénis du droit à l'information. Les groupes se sont réunis une fois durant l'année 2024-2025.

En septembre 2024, la LDL a publié une nouvelle [lettre ouverte](#) intitulée *Droit à l'information : faire la lumière sur l'opacité!* à l'occasion de la Journée internationale du droit à l'information. Les groupes rassemblés autour de cet enjeu ont aussi discuté d'un projet de recherche pour lequel un partenariat avec le Service aux collectivités de l'UQAM (SAC-UQAM) a été confirmé et est en cours de concrétisation.

Droits des personnes migrantes

Le comité Droits des personnes migrantes a été créé en février 2024. Depuis, il a avancé abondamment dans le sens des objectifs prévus dans son plan d'action.

La LDL a fait plusieurs efforts visant à contrer l'amalgame entre la crise du logement et les (im)migrant-e-s : elle a organisé une rencontre de concertation en compagnie d'organisations de droit au logement et droits des locataires et d'organisations défendant les droits des personnes immigrantes et migrantes. Le 2 juillet 2024, la LDL a publié un [communiqué](#) conjointement avec une dizaine d'organisations afin de dénoncer et déconstruire cet amalgame erroné, tout en rappelant les causes véritables de la crise du logement qui sévit au Québec.



Amel Zaazaa (OPLJM), Stéphanie Barahona (FRAPRU) et Laurence Guénette lors du panel du 5 novembre 2024.

À l'automne 2024, la LDL a tenu un panel public intitulé *[Crise du logement et personnes migrantes : on remet les pendules à l'heure!](#)*, avec des allocutions de Amel Zaazaa de l'Observatoire pour la justice migrante (OJM) et Stéphanie Barahona du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). L'événement s'est tenu en mode hybride, à Montréal et en ligne, rassemblant environ 200 personnes. Cet événement s'inscrivait dans la programmation de la Semaine québécoise pour la justice migrante du 2 au 9 novembre 2024, organisée par la Campagne québécoise pour la régularisation et la justice migrante (CQRJM).

La LDL est également intervenue en ce qui concerne la détention des personnes migrantes pour des motifs administratifs depuis une perspective de droits humains, à l'approche de la visite au Canada du Groupe de travail sur la détention arbitraire, du Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme en mai 2024. Le mémoire,

[disponible en français et en anglais.](#)

a été soumis au Groupe de travail, puis trois militant-e-s et une membre de la permanence ont rencontré la délégation onusienne à Montréal, le 21 mai, pour présenter leurs principales préoccupations quant à la détention des migrant-e-s au Canada. Dans la foulée de cette contribution de la LDL, une [lettre ouverte](#) a été publiée le 23 mai dans les journaux de la Coop de l'information.



La LDL et d'autres organisations rencontrent le Groupe de travail des Nations Unies sur les détentions arbitraires en visite à Montréal, mai 2024. La LDL salue la mémoire de Jenny Jeanes, quatrième personne à partir de la gauche sur la photo, décédée en février 2025.

À l'automne 2024, la LDL a accueilli une étudiante en droit pour un stage exploratoire portant sur les reculs au droit d'asile au Canada, principalement dus à des enjeux procéduraux. L'encadrement de ce projet a été réalisé par deux membres du comité et la publication d'un rapport public sur ce sujet se fera dans la foulée de la visite du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, qui aura lieu en 2026.

En février 2025, le comité Droits des personnes migrantes a contribué à l'analyse du projet de loi 84 sur l'intégration nationale, en collaboration avec d'autres militant-e-s et comités mobilisés autour des dangers de ce projet de loi.

Participation à la Campagne québécoise pour la régularisation et la justice migrante (CQRJM)

En 2024-2025, la LDL a poursuivi sa participation active à la Campagne québécoise pour la régularisation et la justice migrante (CQRJM), en participant aux rencontres de mobilisation et de réflexions stratégiques, et en contribuant à rédiger les lettres ouvertes et correspondances officielles, notamment. La LDL, par sa programmation, a contribué à enrichir la Semaine québécoise pour la justice migrante, dont la première édition s'est tenue en novembre 2024.

Droits des peuples autochtones

Le comité a avancé dans une partie de ses objectifs cette année. Il y a lieu de souligner que de nombreux changements sont survenus parmi les membres de ce comité; au fil des douze derniers mois, l'ensemble des membres ont changé. Le comité compte actuellement sur la participation active de quatre militant-e-s pour faire avancer ses travaux en soutien aux droits des peuples autochtones.

Le comité a finalisé un document intitulé *Bilan du gouvernement de la CAQ en matière de droits des peuples autochtones*, un outil permettant de s'approprier de façon succincte et critique une série non exhaustive d'enjeux de droits humains vécus par les peuples autochtones, soit : le système québécois de protection de la jeunesse, les droits linguistiques, le racisme systémique, le principe de Joyce et la sécurisation culturelle, ainsi que les femmes et filles disparues et assassinées. Le document paraîtra au début de l'année 2025-2026.

En février 2025, le comité a également fourni ses analyses sur le caractère colonialiste et assimilationniste du PL84, *Loi sur l'intégration nationale*, contribuant activement à la rédaction et à la révision du mémoire de la LDL déposé à la Commission des relations avec les citoyens et présenté lors des consultations particulières. La LDL a également rencontré le nouveau Rapporteur des Nations unies sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, Bernard Duhaime, en février 2025 afin de mieux cerner la portée de son mandat et la façon dont les enjeux de droits des peuples autochtones pourraient être portés à son attention dans le cadre de diverses procédures spéciales.

Environnement et droits humains

Le comité Environnement et droits humains compte de nouvelles et nouveaux membres, après un effort de recrutement et d'accueil mené à l'été et à l'automne 2024. L'objectif principal du comité dans ce dossier pour l'année 2024-2025 était de favoriser le rayonnement de la brochure [Droit à un environnement sain : trois piliers démocratiques à défendre](#), publiée en mars 2024, et c'est là-dessus qu'il a effectivement concentré ses activités.



Exposition de l'affiche de la LDL sur le droit à un environnement sain, au Symposium Ouranos, janvier 2025.

La brochure a été lancée le 15 mai 2024, à l'occasion d'un webinaire qui rassemblait trois panélistes : Dominique Peschard pour la LDL, Jacinthe Villeneuve, du Comité d'action citoyenne : projet Northvolt de Mc Masterville, ainsi que Éric Pineault, professeur à Institut des sciences de l'environnement, UQAM. À la suite du lancement, d'autres activités pour faire rayonner la perspective des piliers démocratiques se sont poursuivies, parmi lesquelles l'envoi de la brochure aux élu-e-s et à plusieurs dizaines de groupes travaillant en environnement, la distribution dans divers événements, la réalisation d'entrevues pour les médias et la participation au Symposium Ouranos 2025. En mars 2025, le comité a été actif sur le dossier Stalex à Blainville, dans la foulée du dépôt du projet de loi 93 (PL93), *Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la Ville de Blainville*, forçant l'agrandissement d'un site d'enfouissement de déchets toxiques malgré les oppositions fusant de toutes parts.

Le 8 avril 2024, la LDL a déposé un [mémoire](#) dans le cadre des consultations sur le développement du cadre de mise en œuvre du droit à un environnement sain dans la *Loi canadienne pour la protection de l'environnement (1999)* menée par Environnement et changements climatiques Canada. Le mémoire insiste sur les trois piliers démocratiques du droit à un environnement sain, qui doivent être au cœur du cadre de mise en œuvre de ce droit, de l'avis de la LDL.

Participation au Front commun pour la transition énergétique (FCTÉ)

La LDL participe aux Assemblées générales annuelles et à des moments ponctuels où la perspective des droits humains peut être apportée aux travaux du FCTÉ. En novembre 2024, dans la foulée du coup d'éclat des activistes pour le climat qui ont escaladé le pont Jacques-Cartier, la LDL a participé à une rencontre du FCTÉ pour explorer les possibilités d'un positionnement opposé à la criminalisation des défenseur-e-s de l'environnement. À l'hiver 2025, elle a contribué aux travaux sur le dialogue sur l'avenir énergétique du Québec en préparant l'une des fiches informatives, apposant les piliers démocratiques du droit à un environnement sain aux débats sur l'énergie.

Enjeux carcéraux et droits des personnes en détention

En juin 2024, la LDL a publié le numéro de la revue *Droits et libertés, Regards critiques sur l'incarcération*. Le comité a travaillé activement à la réalisation de ce numéro qui contient une vingtaine d'articles sur plusieurs dimensions de l'incarcération et des réflexions critiques sur l'incarcération elle-même. Le travail sur ce projet a été structurant pour le comité qui a pu consolider ses analyses et faire connaître plus largement la réalité carcérale ainsi que la nécessité de conjuguer la défense collective des droits des personnes incarcérées avec la remise en question du recours à l'incarcération.

Le comité a consacré la dernière année à élaborer une réflexion stratégique sur l'enjeu de l'isolement cellulaire dans les prisons du Québec, une pratique généralisée qui porte atteinte aux droits des personnes incarcérées et entraîne des conséquences importantes sur leur santé mentale et physique. Dans le cadre de ce travail, la LDL a sollicité une rencontre en octobre 2024 avec le bureau du Protecteur du citoyen afin de transmettre ses constats et recommandations sur les différentes formes d'isolement : administratif, préventif et disciplinaire.



Cet échange faisait suite à une rencontre avec le Protecteur du citoyen, M^e Marc-André Dowd, en juillet 2022, lors de laquelle un canal de communication avait été établi afin que la LDL et toute autre organisation puissent communiquer des informations sur les enjeux collectifs et systémiques constatés dans les établissements de détention.

La LDL a accueilli trois étudiantes au baccalauréat en travail social de l'UQAM pour un stage d'initiation à l'action communautaire. Les étudiantes ont réalisé un groupe de discussion avec des étudiant-e-s de leur programme sur leurs perceptions des prisons et de l'isolement cellulaire afin d'enrichir la réflexion du comité sur cette problématique.

En décembre 2024, le comité a tenu une première rencontre avec des militant-e-s du Collectif Antigone, dans la foulée de l'action de perturbation du pont Jacques-Cartier à Montréal, le 22 octobre, qui visait à alerter sur l'inaction du gouvernement face aux changements climatiques. À la suite de cette action, trois militant-e-s ont été arrêté-e-s et détenu-e-s préventivement dans les prisons Leclerc et Bordeaux. La LDL a dénoncé par voie de [communiqué](#) les conditions de détention inacceptables et les violations de leurs droits ainsi que des autres personnes détenues. Lors de cette rencontre, le comité et le collectif Antigone ont discuté des façons d'amorcer une convergence entre les luttes écologistes et les luttes anticarcérales et pour la défense des droits des personnes incarcérées.

En janvier 2025, le ministère de la Sécurité publique a annoncé que le secteur féminin de la prison d'Orsainville à Québec serait fermé, et que plusieurs dizaines de femmes y étant incarcérées seraient transférées à la prison Leclerc de Laval. Dans la foulée de la Journée internationale des droits des femmes, la LDL a publié le 17 mars une [lettre ouverte](#) dans *Le Devoir* dénonçant les conséquences de ce transfert et les conditions de détention attentatoires aux droits au Leclerc, conjointement avec l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec (ASRSQ), l'Association des avocats.es carcéralistes du Québec (AACQ) et la Coalition d'action et de surveillance sur l'incarcération des femmes au Québec (CASIFQ).

Cette année la LDL a débuté son implication comme organisation partenaire au sein du Prison Transparency Project, un nouveau projet du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) de sept ans, organisé en collaboration avec plusieurs universités et s'intéressant à la transparence des milieux carcéraux au Canada, en Argentine et en Espagne. Une première rencontre des chercheur-euse-s et partenaires a eu lieu le 10 juin 2024 à Ottawa, où la LDL était représentée.

Génocide en Palestine

La LDL a poursuivi ses interventions publiques pour dénoncer le génocide en cours depuis octobre 2023 dans la bande de Gaza et l'intensification des crimes contre le peuple palestinien en Cisjordanie. La LDL a intimé les gouvernements du Canada et du Québec de respecter leurs obligations en vertu du droit international et a dénoncé tant l'inaction que la complicité des gouvernements.

Au printemps 2024, la LDL est intervenue à plusieurs reprises pour soutenir les campements étudiants en solidarité avec la Palestine qui se sont établis à l'université McGill et à l'UQAM, ainsi que le campement populaire Al-Soumoud au Square Victoria. Les interventions de la LDL portaient sur le respect de la liberté d'expression, de la liberté de manifestation et de la liberté académique, ainsi qu'un soutien aux revendications des campements qui s'inscrivaient dans le mouvement international de Boycott Désinvestissement et Sanctions (BDS), auquel adhère la LDL depuis de nombreuses années.

La LDL a poursuivi les démarches pour exiger la fermeture du bureau du Québec à Tel-Aviv et la suspension des liens de coopération avec Israël. Le 16 mai 2024, la LDL a participé à une rencontre avec la sous-ministre adjointe au ministère des Relations internationales et de la Francophonie, Hélène Drainville, qui n'a donné lieu à aucun engagement de la part du ministère. Les quatre autres organisations présentes étaient l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), Voix Juives Indépendantes – Montréal, le Collectif de Québec pour la paix et le Syndicat des Enseignantes et des Enseignants du Cégep Montmorency, affilié à la FNEEQ-CSN. Cette rencontre a eu lieu à la suite d'une lettre transmise par la LDL et 22 organisations au premier ministre François Legault et à la ministre Martine Biron le 5 mars 2024.

Le 6 juin, les organisations présentes à la rencontre ont publié une [lettre ouverte](#) dans Le Soleil, co-signée par 74 organisations. Le 15 novembre, les organisations ont envoyé une deuxième lettre au premier ministre et à la ministre Martine Biron, pour réitérer leur demande de rencontre et la nécessité de fermer le bureau. Les LDL et d'autres organisations ont également rencontré les porte-parole en matière de Relations internationales de deux partis d'opposition pour porter ces revendications.

Le 27 août 2024, la LDL a transmis une troisième lettre au gouvernement du Canada conjointement avec la FIDH, pour demander à nouveau l'arrêt urgent de l'exportation d'armes et matériel militaire à destination d'Israël. Le 7 octobre, la LDL a publié une [lettre ouverte](#) dans Le Soleil, *Un an de génocide et de complicité*. Le 20 mars, la LDL a participé à un événement de l'organisation communautaire Club Ami, *Paroles contraintes, menace réelle : l'antisémitisme et son instrumentalisation*.

En septembre 2024, le CA de la LDL a créé un nouveau comité de travail sur la question des droits humains en Palestine, dans la foulée de discussions visant à clarifier son rôle et ses interventions.

Participation à la Coalition du Québec URGENCE Palestine

La LDL est membre de la Coalition depuis sa création en février 2024 et s'est impliquée activement en siégeant sur le comité de coordination jusqu'à l'automne 2024. Parmi ses implications, la LDL a soutenu l'organisation de deux conférences de presse. La première a eu lieu le [10 mai 2024](#) en présence virtuelle de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, M^e Francesca Albanese, et de Joël Bedda, de l'organisation de défense des droits des Palestinien-ne-s, Al-Haq. L'événement visait à souligner le 76^e anniversaire de la Nakba (catastrophe) et dénoncer la complicité du Canada dans le génocide du peuple palestinien commis par Israël. La seconde a eu lieu le [3 novembre 2024](#) dans le cadre de la visite au Canada de la Rapporteuse spéciale, dans la foulée de son rapport *L'effacement colonial par le génocide*.

LDL s'est également impliquée dans deux comités de la Coalition. D'abord elle a contribué dans le comité organisateur d'une série de cing soirées d'information sur l'histoire et la dépossession du peuple palestinien *Palestine, une histoire qui n'a pas commencé le 7 octobre 2023. Les racines du génocide à Gaza*, du 26 février au 14 mai 2025.

Puis la LDL a participé au comité élaborant une campagne exigeant que la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) désinvestisse de toute entreprise ayant des activités liées au génocide, à l'occupation, à la colonisation et aux violations du droit international et des droits humains en Palestine.

Le lancement de la campagne panquébécoise Sortons la Caisse des crimes en Palestine a eu lieu le 17 mars 2025.



Visuel de la campagne Sortons la Caisse des crimes en Palestine, de la Coalition du Québec URGENCE Palestine, 2025.

Itinérance

Le 13 février 2025, la LDL a présenté son mémoire dans le cadre de la consultation de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), *Itinérance et cohabitation sociale à Montréal*. La LDL a rappelé les obligations de la Ville de Montréal en matière de respect, de protection et de mises en œuvre des droits humains. L'intervention de la LDL portait sur les causes structurelles de l'itinérance ainsi que les ressources pour les personnes en situation d'itinérance, le soutien nécessaire aux organismes communautaires, l'aménagement de l'espace public et la nécessité de lutter contre le profilage social systémique et de cesser les pratiques attentatoires aux droits des personnes. Parmi ses 13 recommandations, la LDL demande une augmentation du nombre et de la diversité des

ressources, le respect de l'autonomie des organismes communautaires, un meilleur aménagement des espaces publics, l'abrogation de règlements municipaux sources de profilage social, et un moratoire immédiat sur les démantèlements des campements.

Depuis juillet 2024, la LDL participe aussi à un groupe de travail mis en place par le Collectif québécois pour la prévention de l'itinérance (CQPI) visant à élaborer une proposition de cadre juridique pour prévenir l'itinérance.



François Saillant et Lynda Khelil présentent les analyses de la LDL aux consultations *Itinérance et cohabitation sociale à Montréal* de l'OCPM, février 2025.

Liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique

Le 30 avril 2024, la LDL a présenté son mémoire sur le projet de loi 57 (PL57) déposé le 10 avril, *Loi édictant la Loi visant à protéger les élus et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal*, lors des consultations particulières et auditions publiques de la Commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale. Le comité a collaboré étroitement dans ce dossier avec le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), le Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD) et la chercheuse Joëlle Dussault. Des rencontres ont eu lieu avec les trois partis d'opposition, la sous-ministre adjointe aux politiques du ministère des Affaires municipales et la Fédération des municipalités du Québec.

La LDL a reconnu l'importance d'agir sur les situations de harcèlement, d'intimidation et de menaces vécues par des élu-e-s au Québec qui peuvent être le fait d'autres élu-e-s et de citoyen-ne-s. Toutefois, il était clair pour la LDL que le PL57 n'est pas une réponse adéquate à cette problématique et qu'il présente des risques sérieux d'atteintes aux libertés d'expression, d'opinion et d'association. Les organisations s'y sont fermement opposées en recommandant le retrait du chapitre I du PL57 prévoyant l'adoption de cette nouvelle loi.

Le PL57 a été adopté le 5 juin. En dépit des amendements apportés, la nouvelle loi visant à protéger les élu-e-s demeure problématique et son application pourrait mener à des atteintes à la liberté d'expression. Les organisations entendent surveiller d'éventuelles applications de cette loi au cours des prochaines années.



Denis Barrette et Lynda Khelil commentent le projet de loi 57 devant la Commission de l'aménagement du territoire, le 10 avril 2024.

Le 21 mars 2025, la LDL et le RODCD ont transmis à la ministre des Affaires municipales, Andrée Laforest, leurs commentaires sur le projet de *Règlement sur la formation des élus municipaux* en recommandant d'inclure un module sur les droits et libertés dans le contenu de formation obligatoire. Ce projet de règlement a été déposé par la ministre dans la foulée de l'adoption du PL57.

En 2024, le comité a débuté l'analyse du projet de loi C-63, *Loi édictant la Loi sur les préjudices en ligne, modifiant le Code criminel, la Loi canadienne sur les droits de la personne et la Loi concernant la déclaration obligatoire de la pornographie juvénile sur Internet par les personnes qui fournissent des services Internet et apportant des modifications corrélatives et connexes à d'autres lois*. Toutefois, la LDL n'a pas présenté de mémoire, car le projet de loi est mort au feuillet avec le déclenchement des élections fédérales le 23 mars 2025.

Police et mécanismes de surveillance des pratiques policières

La LDL a poursuivi ses interventions sur plusieurs enjeux relatifs aux violations de droits par la police et à l'impunité policière grâce au travail des militant-e-s du comité : les interpellations et les interceptions routières, les profilages racial et social, ainsi que le Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) et le mécanisme d'enquête lors de décès aux mains de la police.

Interpellations policières

La LDL a poursuivi la mobilisation pour l'interdiction des interpellations policières (*street checks*) au Québec. Après de nombreuses demandes, la Commission de la sécurité publique de Montréal (CSP) a tenu une séance publique sur le deuxième rapport de recherche sur les interpellations et le profilage racial. Celle-ci a eu lieu le 11 décembre 2024 en présence des chercheur-euse-s. Aucun-e représentant-e du comité exécutif ou du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) n'était présent-e, ce qui de l'avis des organisations mobilisées, semble confirmer le souhait de la Ville de tableter le rapport.



Visuel de la campagne de la LDL pour l'interdiction des interpellations policières.

Le même jour, la LDL a tenu une [conférence de presse](#) pour réitérer la nécessité d'interdire ces contrôles d'identité arbitraire et attentatoire aux droits, conjointement avec la Ligue des Noirs du Québec, l'Association des avocats et avocates de la défense (AQAAD), le Conseil central du Montréal métropolitain-CSN, la Table des groupes de femmes de Montréal (TGFM) et le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM). Les organisations ont demandé à la Ville de mettre en place l'unique recommandation de l'équipe de chercheurs : un moratoire immédiat sur cette pratique. Des organisations impliquées dans la lutte contre les interpellations policières et le racisme systémique à l'échelle du pays ont transmis des [lettres](#) aux membres de la CSP afin d'exprimer leur soutien avec la mobilisation pour l'interdiction des interpellations à Montréal et au Québec. Il s'agit de l'African Nova Scotian Justice Institute (ANSJI), en Nouvelle-Écosse, la British Columbia Civil Liberties Association (BCCLA), en Colombie-Britannique, et l'Association canadienne des libertés civiles (ACLC).

Cette séance publique a eu lieu à la suite d'une importante [décision](#) de la Cour supérieure du Québec, le 3 septembre 2024, concernant l'action collective de la Ligue des Noirs du Québec contre la Ville de

Montréal. Le tribunal avait déclaré que la Ville « contribue au phénomène du profilage racial en demandant à ses policiers de faire de la prévention et de procéder à des interpellations, dans un contexte de racisme systémique ». Le 2 octobre, la mairesse de Montréal a invité des organisations à une rencontre à l'hôtel de ville pour leur annoncer la décision de la Ville de porter ce jugement en appel.

La LDL a également fait un suivi de la recommandation 19 du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le racisme et la discrimination systémiques publié en 2020. Cette recommandation consistait à ajouter deux membres de la société civile sur la CSP, ce qui requiert une modification législative de la *Charte de la Ville de Montréal*, une loi provinciale. Grâce à des demandes d'accès à l'information, la LDL a appris que le ministère de la Sécurité publique attend depuis près d'un an des informations de la part de la Ville pour mettre en œuvre la modification législative. Une intervention publique de la LDL à ce sujet, lors du conseil municipal du 18 novembre 2024, a permis de réactiver le dossier auprès de la Ville, alors que celle-ci prétendait qu'elle attendait un retour de la part du ministère.

Interceptions routières sans motif

Le 24 octobre 2024, la Cour d'appel du Québec a confirmé la décision *Luamba c. Procureur général du Québec* du 22 octobre 2022 de la Cour supérieure qui invalidait le pouvoir d'interception routière sans motif en vertu de l'article 636 du *Code de la sécurité routière* et de la *common law*. La LDL a salué cette décision et le travail des avocat-e-s et organisations impliquées ainsi que de toutes les personnes qui ont témoigné lors des audiences sur les

conséquences du profilage racial qu'elles ont subi. La LDL a vivement déploré la décision du gouvernement du Québec de porter ce jugement en appel devant la Cour suprême du Canada.

Révision des règlements municipaux : l'abandon d'un engagement

Le 18 février 2024, la mairesse de la Ville de Montréal a transmis une lettre aux organisations impliquées dans la révision des règlements municipaux pour leur annoncer subitement la fin de la démarche, sans qu'aucune disposition réglementaire source de profilages ne soit abrogée ou modifiée. La LDL, le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), la Clinique Droits Devant, la Clinique juridique itinérante, le Conseil québécois LGBT et Stella l'amie de Maimie ont vivement dénoncé cette décision qui constitue la trahison d'un engagement important de la Ville depuis 2019.

La révision des règlements municipaux était une recommandation formulée à la suite d'une consultation publique sur la lutte aux profilages social et racial en 2017, recommandation que le comité exécutif a entérinée en 2018. À la suite de la révision amorcée en 2019, les organisations ont transmis en 2020 leurs analyses et recommandations visant à abroger des dispositions réglementaires sources de profilage. La Ville a attendu jusqu'en mai 2024 pour finalement proposer des modifications réglementaires qui ne répondent pas à ses obligations en matière de droits humains ni ne mettraient fin aux profilages. Dans plusieurs cas, certaines propositions constituaient même un recul, notamment la création d'une banque de renseignements personnels suivant un avertissement. En septembre 2024, les organisations ont demandé directement à la mairesse d'émettre de véritables propositions à la hauteur des enjeux. En octobre 2024, le directeur général de la Ville, Benoit Dagenais, confirmait que la Ville poursuivait le travail et planifiait une rencontre avec les organisations en 2025, avant que la mairesse annonce l'abandon de cet engagement le 17 février.

Bureau des enquêtes indépendantes

Le 23 septembre 2024, la LDL et la Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP) ont tenu une [conférence de presse](#) conjointement avec Cesur Celik et June Tyler, les parents de Koray Kevin Celik, un jeune homme tué lors d'une intervention du SPVM le 6 mars 2017 à Montréal. La famille et les organisations ont demandé à nouveau au ministre de la Justice, Simon Jolin-Barrette, la mise sur pied d'un comité indépendant afin de réexaminer l'entièreté de la preuve suivant le refus du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) de porter des accusations criminelles contre les policiers impliqués. Cette demande a été réitérée la veille du début du procès devant le tribunal administratif de déontologie policière contre les policiers impliqués dans l'intervention.

Racisme systémique, exclusion sociale et laïcité de l'État

Le comité a continué cette année à travailler à la rédaction d'un outil de sensibilisation aux dangers de la montée en force du nationalisme identitaire, au Québec et ailleurs. Ce texte, qui expose notamment les dangers d'opposer les *valeurs québécoises* au respect des droits humains et des minorités, pourra prendre diverses formes : texte sur le site Web de la LDL, vignettes pour les réseaux sociaux, etc.

Le comité a été fort occupé avec le dépôt de plusieurs projets de loi liés à la laïcité, à l'identité nationale et au modèle d'intégration et de gestion du pluralisme. Des projets qui sont ouvertement attentatoires aux droits humains et qui, pour plusieurs, font un usage préemptif des clauses dérogatoires prévues aux *Chartes* québécoise et canadienne. Ses membres ont analysé le projet de loi 84 (PL84), *Loi sur l'intégration nationale*, déposé le 30 janvier 2025, et travaillé à la rédaction du [mémoire](#) de la LDL. Celui-ci a été présenté le 26 février lors des auditions publiques et consultations particulières devant la Commission des relations avec les citoyens.



Paul-Étienne Rainville et Laurence Guénette présentent les analyses de la LDL sur le projet de loi 84 devant la Commission sur les relations avec les citoyens, 26 février 2025.

La LDL a dénoncé les modifications majeures à la *Charte québécoise* proposées dans le PL84 et le glissement vers un modèle d'intégration assimilationniste. Elle a aussi fait valoir que le gouvernement doit plutôt s'attaquer aux vrais obstacles à l'intégration en offrant des programmes et services d'intégration adéquats, en luttant activement contre la discrimination et le racisme systémique et en assurant la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels.

En cette fin d'année, le comité s'est penché sur les différentes mesures visant à *renforcer* la *Loi sur la laïcité de l'État*, en particulier le projet de loi 94 (PL94), *Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives*, déposée le 20 mars 2025. La LDL prépare un mémoire qu'elle soumettra en avril 2025 dans le cadre des auditions publiques et consultations particulières sur le PL94. Elle se prépare également à présenter un mémoire au Comité d'étude sur le respect de la *Loi sur la laïcité de l'État* (Rousseau-Pelchat), dont le mandat est « de dresser un portrait du respect de la laïcité et de la neutralité religieuse au sein des institutions de l'État et de faire des recommandations au gouvernement afin de renforcer la laïcité au Québec ».

Le comité poursuit ses analyses sur les enjeux qui touchent l'islamophobie, l'instrumentalisation des accusations d'antisémitisme et la possible révision de la section du *Code criminel* traitant de la propagande haineuse (exemption religieuse). Les membres du comité ont également amorcé cette année une révision du fascicule sur la laïcité, dont la dernière version remonte à 2019, pour y inclure des exemples plus actuels et des références aux lois et projets de loi récents du gouvernement de la CAQ. Des militantes du comité poursuivent l'offre des deux ateliers (*Le racisme systémique... parlons-en!* et *Le racisme systémique... parlons-en! Comment être un-e allié-e?*) offerts à plusieurs organisations qui en font la demande.

Santé mentale : Loi P-38.001

Dans le cadre de consultations pour lesquelles le gouvernement québécois a mandaté l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice (IQRDJ), la LDL a soumis un mémoire sur la Loi P-38.001, *Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui*. La LDL a tenu quelques rencontres avec l'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec (AGIDD-SMQ) et Action Autonomie afin de discuter des enjeux entourant la P-38 et des préoccupations qu'elles ont quant à une réforme que le gouvernement pourrait envisager pour cette loi.

La LDL a axé son intervention sur le droit à la santé, les droits économiques et sociaux plus largement, et l'interdépendance des droits humains, tout en rappelant l'obligation du gouvernement de lutter contre la stigmatisation des personnes vivant avec des enjeux de santé mentale. Elle a approfondi l'analyse en examinant la P-38 à la lumière des instruments pertinents du droit international et du guide *Mental health, human rights and legislations : Guidance and practice*, publié conjointement par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) en 2023. Ce guide invite les États à examiner leurs législations pour tendre vers un meilleur respect des droits et de la dignité des personnes, et à cheminer vers l'élimination de la coercition en matière de santé mentale.

Surveillance des populations, intelligence artificielle et droits humains

Le comité a été actif cette année sur les enjeux relatifs au projet de Service québécois d'identité numérique (SQIN), à l'intelligence artificielle et à la protection des renseignements personnels.

Le 28 août 2024, la LDL a déposé une [contribution écrite](#) dans le cadre des États généraux de la fonction publique du Québec, à l'invitation du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ). L'intervention de la LDL avait trait à la dématérialisation, la transformation numérique et l'intelligence artificielle, dans une perspective de droits humains. Le 31 octobre, la LDL a participé au colloque *Inégalités et intelligence artificielle* de l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique (OBVIA) afin de partager une perspective de droits humains relativement à ces enjeux.



Projet de loi 82 sur l'identité numérique nationale - La population est tenue à l'écart

discriminés (notamment les personnes âgées, en situation de handicap, à faible revenu, peu alphabétisées et immigrantes, ainsi que les femmes), qui pourraient faire les frais de cette transformation.

Dans la foulée, la LDL a publié une [lettre ouverte](#) dans *La Presse* le 26 février, déplorant la mise à l'écart de la population dans l'élaboration de l'INN, conjointement avec le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) et 9 organisations communautaires et de défense des droits.

Au début de l'année 2025, l'élection de Donald Trump et l'hostilité des États-Unis à l'égard du Canada ont fait ressortir plus que jamais notre vulnérabilité à l'égard des entreprises étatsuniennes, un enjeu sur lequel la LDL intervient publiquement depuis des années. Dans ce contexte, le comité a amorcé l'élaboration d'une campagne sur la souveraineté numérique exigeant que le gouvernement du Québec mette fin à la sous-traitance au privé et développe, dès maintenant, ses propres systèmes de gestion des données et structures d'entreposage. Celle-ci se déploiera à partir du mois de mai 2025.

Participation à la Coalition de surveillance internationale des libertés civiles (CSILC)

Cette année, la LDL a contribué à compléter la production de la version française de la publication de la Coalition soulignant le travail important effectué pour la protection des libertés civiles au cours des 20 dernières années. La LDL a organisé le [lancement](#) de la version française de cette publication à Montréal, en septembre 2024, lors d'un panel intitulé *Défendre les libertés civiles à l'ère de la sécurité nationale*. Le panel, animé par Martine Éloy, rassemblait Dominique Peschard de la LDL et co-président de la CSILC, Tim McSorley, coordonnateur de la CSILC, et May Chiu, avocate et coordonnatrice de la Table ronde du quartier chinois de Montréal.

La LDL a continué de participer tout au long de l'année au groupe d'échange composé d'une vingtaine d'organisations du Canada qui se sont regroupées pour partager leur expertise et se concerter sur le projet de loi C-63 sur les méfaits en ligne (*online harm*). Le représentant de la LDL a présenté une analyse du projet de loi à l'assemblée générale de la CSILC du printemps 2024. Le projet de loi est mort au feuillet avec la prorogation du parlement fédéral.

La LDL participe également à des réunions régulières d'échanges avec le représentant du Commissaire à la vie privée du Canada. Une dizaine d'organisations de défense des droits participent à ces réunions.

The logo consists of the letters 'LDL' in a stylized, red, cursive font. The 'L' and 'D' are connected, and the 'L' has a small loop at the top.

Ligue des
droits et libertés

Développement de la LDL

Consolidation de la santé financière de la LDL

Le financement de la LDL est essentiel à la réalisation de sa mission et différentes avenues ont été explorées depuis plusieurs années. En 2024-2025, la LDL a ainsi pu compter sur une subvention gouvernementale annuelle du Secrétariat à l'action communautaire et aux initiatives sociales (SACAIS), sur l'appui de la Fondation Léo-Cormier pour la réalisation des numéros de la revue *Droits et libertés* et sur le soutien de l'organisme Inter Pares qui a maintenu sa contribution.

La LDL a également reçu, pour une première année, un financement de la Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC), concrétisant une phase *Dialogue* avec la Fondation et explorant les possibilités d'une entente de financement à plus long terme. Ce financement complémentaire a permis à la LDL de renforcer ses capacités d'agir et ses réalisations sur plusieurs dossiers, notamment en permettant la mise sur pied du comité Droits des personnes migrantes. Les activités d'autofinancement comme la campagne d'adhésion, la campagne de financement annuelle et les honoraires de conférences et d'ateliers complètent l'essentiel des revenus de la LDL.

Puis, la LDL a travaillé au dépôt d'une demande de numéro d'organisme de bienfaisance auprès de l'Agence du revenu du Canada (ARC). La demande a pu être déposée à l'automne 2024. Fin mars, l'organisme était toujours dans l'attente d'une réponse.

Campagnes d'adhésion, de renouvellement et de financement

C'est sous le thème *Parce que les droits humains, c'est pour tout le monde!* que s'est déroulée cette année la campagne de financement. Nous avons pu recueillir près de 60 000 \$ en incluant les dons mensuels. Merci à nos donateurs et donatrices!

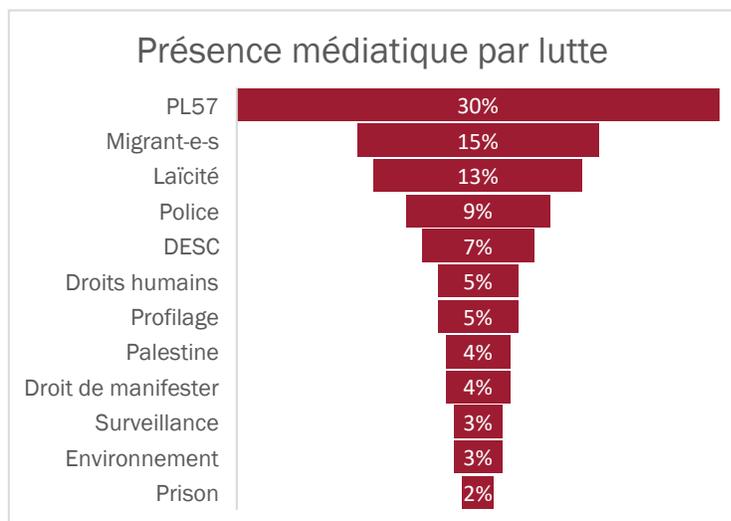
Dans ce cadre, la LDL souhaite souligner le soutien fidèle de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) qui, de nouveau cette année, a pris en charge les frais d'expédition de différents envois postaux.

Le membrariat de la LDL est composé d'individus, de syndicats et de groupes communautaires qui, au 31 mars 2025, étaient au nombre de 848, soit 693 individus, 125 groupes communautaires et 30 syndicats. La LDL insiste toujours sur le fait qu'elle accepte toutes les adhésions, quelle que soit la somme versée. Pour la LDL, le soutien de ses membres n'est pas qu'une question financière. Plus la LDL compte de membres, plus elle est forte et plus elle accroît sa crédibilité politique, sa capacité d'influence et ses relais dans l'espace public.

Rayonnement de la LDL dans l'espace public et médiatique

Pour l'année 2024-2025, la LDL continue d'être présente dans les médias au même niveau que l'année précédente avec 160 présences. La présence médiatique de la LDL couvre une grande variété de luttes et d'enjeux dans diverses publications imprimées, numériques, radios et télévision. La LDL a publié 33 communiqués de presse sur différents enjeux, 13 de plus que l'année précédente.

Les actions de communication liées au projet de loi n° 57, *Loi visant à protéger les élus et favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions*, réalisées entre avril et mai 2024, ont généré 33 % de la couverture de la LDL dans les médias durant l'année.



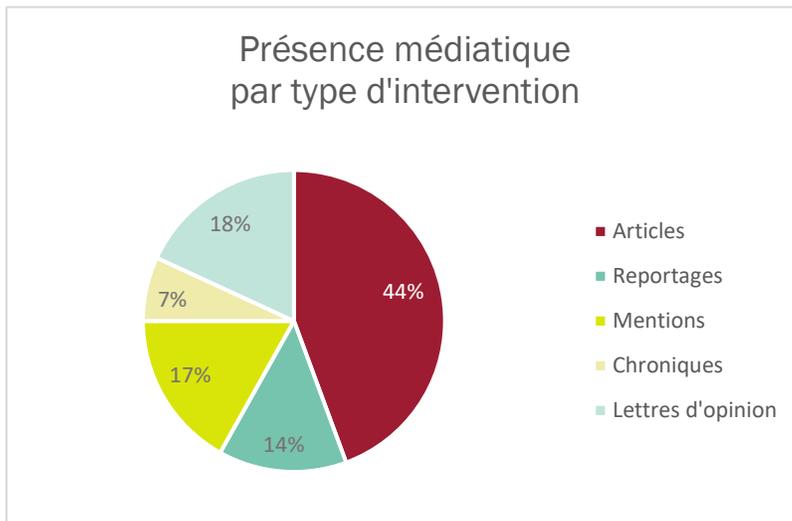
Les enjeux liés aux droits des personnes migrantes représentent 15 % de la couverture médiatique tandis que ceux relatifs à la laïcité sont de 13 %. Les enjeux liés aux pratiques policières représentent 9 % de la couverture qui inclut trois conférences de presse en lien avec la pratique des interpellations policières, le BEI et le DPCP, et les règlements municipaux engendrant du profilage racial et social.

Cette année, la LDL a publié 14 lettres d'opinion pour commenter des enjeux d'actualité à la lumière du cadre de référence des droits humains. De plus, elle a co-signé sept lettres initiées par des organisations de la société civile. Certaines lettres ont été publiées sur plusieurs plateformes de groupes médiatiques (Quebecor et les Coops de l'information).

Cette année, la proportion des présences de la LDL dans les médias anglophones est de près de 23 %, dont la moitié dans des médias hors Québec.

Le 10 décembre 2024, pour souligner l'anniversaire de l'adoption de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et la Journée internationale des droits humains, la LDL a fait paraître des lettres d'opinion dans *La Presse* et *The Gazette* pour rappeler au gouvernement québécois ses obligations en matière de droits humains, la nécessité de renforcer le régime québécois de protection des droits humains et pour dénoncer l'utilisation préemptive des clauses déroatoires.

Tout comme l'an dernier, la LDL a appuyé plusieurs campagnes d'organisations partenaires ou de coalitions, en lien avec la surveillance des populations, les droits des personnes migrantes ou encore, sur la situation en Palestine avec une implication importante pour soutenir les sorties médiatiques.



Afin d'assurer une présence médiatique au bon moment, la LDL continue de répondre rapidement aux demandes d'entrevues tant en français qu'en anglais, en direct, à la radio, à la télévision et pour les médias écrits.

Avec la précieuse collaboration de François Saillant, une formation sur le porte-parolat a été offerte en février 2025 aux porte-paroles de la LDL. En 2024-2025, les porte-paroles ont été Laurence Guénette, Lynda Khelil et Paul-Etienne Rainville pour la permanence, Alexandre Petitclerc et Sam Boskey pour le conseil d'administration, Diane Lamoureux pour le comité Palestine, et Dominique Peschard pour le comité Surveillance des populations, intelligence artificielle et droits humains.

En février 2025, la LDL a annoncé la suspension de ses activités sur le réseau social X. Cette décision est motivée par la désinformation, aggravée par l'absence de vérification des faits, les discours haineux ainsi que les actions d'Elon Musk à l'encontre des droits humains et de l'État de droit. Toutefois, le compte X de la LDL reste ouvert afin d'éviter que le nom du compte soit repris et utilisé de manière préjudiciable à l'organisation. Pour l'instant, la LDL continue de publier sur les réseaux Instagram et Facebook ainsi que sur LinkedIn, YouTube et Bluesky.

La LDL invite les sympathisant-e-s à s'abonner à son infolettre qui demeure la meilleure façon de suivre les activités de la LDL plutôt que d'être tributaire des Google (Alphabet), Apple, Facebook (Meta), Amazon et Microsoft (GAFAM) pour diffuser le contenu de la LDL. Le nombre d'abonné-e-s continue de croître à un rythme un peu plus soutenu pour LinkedIn et Instagram comparativement à Facebook. Bluesky, la nouvelle plateforme utilisée au lieu de X, connaît une lente croissance.

En général, le contenu diffère d'un réseau social à l'autre. Par exemple, la LDL publie des communiqués sous des formats différents pour mettre en valeur le contenu avec une mise en page attrayante et en utilisant un langage le plus accessible possible. Les revues *Droits et libertés* sont présentées à travers une série de vignettes, où chaque article est mis de l'avant. De courtes vidéos (*reels*) ont été réalisées par les membres de l'équipe. En 2024-2025, la LDL a pu compter sur deux stagiaires de l'Université de Montréal et d'un stagiaire de l'Université d'Ottawa pour réaliser du nouveau contenu pour les réseaux sociaux.

Le site Web de la LDL demeure la porte d'entrée et un outil important pour le partage des analyses et la réalisation du travail de promotion des droits. Les communiqués de presse tout comme les publications, les mémoires et les brochures publiés par la LDL sont tous disponibles en ligne. De plus, la LDL rend toujours disponible sur sa chaîne YouTube les vidéos des événements qui se sont déroulés en mode virtuel ou hybride. Le site Web comporte une composante transactionnelle pour : faire un don, devenir membre, s'abonner aux infolettres, s'abonner ou acheter la revue *Droits et libertés* et s'inscrire aux événements organisés par la LDL.

Promotion des droits

À travers la revue *Droits et libertés*, des conférences et ateliers, la série *Droits humains à l'affiche* en partenariat avec l'Office national du film, la LDL a rayonné dans diverses directions pour rejoindre de nouveaux publics. D'ailleurs, les évaluations que la LDL réalise à la suite d'événements nous indiquent que *lire des publications* sur les droits humains et *assister à des événements et conférences* sont les deux actions que les sympathisant-e-s de la LDL veulent ou souhaitent réaliser pour soutenir les droits humains. La revue *Droits et libertés* est un moyen essentiel au travail de promotion des droits humains. Avec deux publications par année, des enjeux variés y sont abordés et approfondis en lien ou non avec le travail des comités de la LDL. Tous les membres et les abonné-e-s reçoivent la revue soit en version PDF ou imprimé. À chaque édition, un exemplaire est acheminé aux députés de l'Assemblée nationale ainsi qu'aux députés fédéraux du Québec en plus d'envois ciblés selon les enjeux.

Le numéro du printemps / été 2024, *Regards critiques sur l'incarcération*, rassemble des perspectives critiques sur plusieurs facettes de l'incarcération à travers une vingtaine d'articles. Le lancement a eu lieu le 12 juin 2024 au Café Les Oubliettes à Montréal en compagnie de près de 80 personnes. Un panel animé par Delphine Gauthier-Boiteau, a réuni à cette occasion : Alexe, Dale Dione, Marlihan Lopez et Jean-François Rancourt. Une deuxième impression de ce numéro a été effectuée pour répondre à la demande.

Le numéro de l'automne 2024 / hiver 2025, *Imaginer une ville des droits humains* présente les obligations des municipalités à l'égard des droits humains sous différents points de vue, notamment juridique et communautaire. Le lancement a eu lieu le 5 février 2025 à la librairie Zone libre à Montréal en compagnie de plus de 40 personnes. Le panel animé par Diane Lamoureux a réuni Florence Bourdeau, Jérémie Lamarche et Michel Parazelli.

Pour réaliser ces publications, la LDL compte sur le travail de la permanence, mais aussi sur les contributions des militant-e-s de la LDL, de professeur-e-s, de chercheur-euse-s et de travailleur-euse-s du milieu communautaire et syndical. À chaque publication, entre 25 et 35 personnes contribuent soit au comité éditorial, à rédiger un article ou au comité de révision linguistique. Un grand merci à tous et toutes!

Une publication *Droits humains et enjeux constitutionnels : un recadrage s'impose* a été produite en version PDF. Une version imprimée a été complétée en mars 2025 et sera distribuée au printemps 2025.

Le travail de promotion des droits humains s'effectue sous la forme de sorties médiatiques, de représentations politiques, de diffusion d'analyses, de conférences et d'ateliers. Un regard d'ensemble sur ces activités, qui sont détaillées dans l'annexe à ce rapport, permet de souligner certains éléments. La LDL a aussi poursuivi ses activités d'incidence politique en tenant une douzaine de rencontres avec des élu-e-s, détenteurs-trice-s de charge publique et personnels politiques, en plus de poser plusieurs questions à l'occasion de séances publiques telles que le Conseil municipal de la Ville de Montréal et la Commission de la sécurité publique (CSP) de l'agglomération de Montréal.

Exposition itinérante *Droits en mouvements*

Élaborée à partir du contenu et du matériel rassemblés pour l'exposition *Droits en mouvements* présentée à l'Écomusée du fier monde, l'exposition itinérante retrace quelques-unes des grandes luttes pour la défense des droits humains qui ont marqué l'histoire du Québec depuis trois quarts de siècle. Cette exposition itinérante est offerte en deux versions, physique et *autoportante*.



L'exposition itinérante *Droits en mouvements*.

L'exposition autoportante est composée de 12 bannières thématiques construites à partir des textes et images d'archives tirés de l'exposition physique. Elle comporte en outre des liens vers des pages Web (codes QR) donnant accès à des ressources complémentaires : capsules-vidéos, images d'archives, articles de journaux, textes informatifs provenant d'encyclopédies et de la revue *Droits et libertés*.

L'exposition s'est déplacée au Cégep de Sherbrooke du 3 au 29 avril 2024; à Granby le 14 mai 2024, dans le cadre du 40^e anniversaire de l'AQDR-Granby; ainsi qu'à l'École secondaire Cavelier-De LaSalle à l'occasion de l'anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, le 10 décembre 2024.

Les droits humains à l'affiche



Projection du 11 mars 2025 à l'ONF.

La première édition du festival de films *Les droits humains à l'affiche* a eu lieu entre février et juin 2024, dans la foulée du 75^e anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* (DUDH). Cette série de projections de documentaires axés sur l'histoire des luttes pour les droits humains au Québec, présentés en partenariat avec l'Office national du film dans la magnifique salle Obomsawin, et suivi d'un panel de discussion a été un grand succès.

La LDL a ainsi décidé de répéter en organisant une seconde édition, qui a débuté le 11 mars 2025 avec une projection et un panel portant sur les enjeux carcéraux et les droits des personnes incarcérées. Les 4 projections suivantes prévues durant l'année 2025-2026 abordent les thèmes du racisme systémique, du droit à l'avortement, de la crise du logement et des tribunaux internationaux des droits de la personne.

De multiples activités et interventions pour promouvoir les droits

Les détails de toutes ses interventions sont disponibles dans l'annexe disponible à la fin de ce rapport. Voici néanmoins un aperçu des efforts de promotion des droits qui ont été réalisés :

- 9 mémoires sur des projets de loi, de règlements ou dans le cadre de consultations spécifiques ;
- 7 lettres officielles acheminées par la LDL à l'attention d'élus-e-s ou d'organismes publics ;
- 14 lettres ouvertes parues dans les médias ;
- 33 communiqués de presse ;
- 25 appuis à des lettres ou campagnes initiées par des groupes alliés sur des enjeux de droits humains ;
- 7 allocutions publiques de représentant-e-s de la LDL à la demande d'organisations, dans le cadre de divers événements ;
- 10 ateliers de formations sur le racisme systémique et sur le capitalisme de surveillance ;
- 12 événements publics tenus en présentiel, en ligne ou en mode hybride ;
- 3 affichages de l'exposition itinérante *Droits en mouvements* à Sherbrooke, Granby et LaSalle.



Ligue des
droits et libertés

Coalitions et regroupements

Action communautaire autonome et défense collective des droits

Le Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD), de même que le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), sont deux regroupements défendant les intérêts des organismes et assurant leur représentation auprès du gouvernement du Québec. La LDL est membre des deux regroupements et a participé à différentes instances de ces deux organisations en cours d'année. Karina Toupin y représente la LDL.



Le RODCD a poursuivi ses démarches auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et des oppositions sur la question du financement des organismes d'action communautaire du secteur de la défense collective des droits. La LDL a diffusé les campagnes du RQ-ACA, qui revendique l'augmentation du financement à la mission à un niveau suffisant et l'indexation annuelle des subventions, tout en assurant le respect de l'autonomie des organismes d'action communautaire autonome.

Campagne québécoise pour la régularisation et la justice migrante

Depuis octobre 2022, la [Campagne québécoise pour la régularisation et la justice migrante](#) (CQRJM) regroupe diverses organisations communautaires, syndicales et de défense de droits du Québec. Elle porte trois revendications principales pour que les droits de toutes les personnes migrantes soient respectés, soit la régularisation complète et inclusive des personnes sans statut, l'abolition du permis fermé et l'accès à la résidence permanente pour les travailleuses et travailleurs étrangers temporaires, ainsi qu'un moratoire sur les déportations. Paul-Étienne Rainville et Laurence Guénette représentent la LDL au sein de la CQRJM.



→ Découvrez les implications de la LDL et de son comité Droits des personnes migrantes dans la CQRJM à la page 9 du rapport d'activités.

Coalition d'action et de surveillance sur l'incarcération des femmes au Québec

CASIFQ

Coalition d'action et de surveillance sur l'incarcération des femmes au Québec

La Coalition d'action et de surveillance sur l'incarcération des femmes au Québec (CASIFQ) est composée de membres qui se mobilisent pour soutenir les femmes incarcérées au Québec. Des militantes du comité Enjeux carcéraux et droits des personnes en détention de la LDL participent aux rencontres bisannuelles de la Coalition.

Coalition du Québec URGENCE Palestine

La Coalition s'est formée en février 2024 pour rendre visible l'indignation de la société civile québécoise devant le génocide perpétré par Israël à Gaza et pour appuyer la lutte palestinienne contre l'occupation et la colonisation de



la Palestine. Elle rassemble 50 organisations syndicales, communautaires et citoyennes partout au Québec. Depuis sa création, la Coalition a organisé trois manifestations, publié des déclarations, dont *Ensemble pour Gaza et la Palestine! Ensemble pour la justice et la paix!*, qui a été signée par 238 organisations et 159 personnalités publiques. Diane Lamoureux et Lynda Khelil représentent la LDL au sein de la Coalition.

→ Découvrez l'implication de la LDL et de son comité Palestine dans la Coalition à la page 13 du rapport d'activités.

Coalition Riposte au Plan santé

La Coalition est composée de membres de divers milieux, du secteur de la santé et des services sociaux, d'organisations syndicales, médicales, communautaires et de recherche. La Coalition est une structure informelle et souple qui a pour objectif de mobiliser différents acteurs autour des changements majeurs mis de l'avant par le ministre Christian Dubé dans le plan santé depuis 2022. Laurence Guénette représente la LDL au sein de cette coalition.

Coalition Riposte au Plan santé

→ Découvrez l'implication de la LDL et de son comité Droit à la santé dans la Coalition Riposte à la page 8 du rapport d'activités.

Coalition de surveillance internationale des libertés civiles



La Coalition de surveillance internationale des libertés civiles (CSILC) a pour mission de défendre les libertés civiles et contrer l'adoption de mesures qui leur

portent atteinte dans la foulée de la lutte contre le terrorisme. La LDL est l'une des organisations fondatrices de la CSILC. Elle y est représentée par Martine Éloy et Dominique Peschard, qui y assume également le rôle de co-président.

→ Découvrez l'implication de la LDL et de son comité Surveillance des populations, intelligence artificielle et droits humains dans la CSILC à la page 19 du rapport d'activités.

Collectif Échec à la guerre

Créé en 2002, le Collectif est une coalition d'organismes de la société civile québécoise, préoccupés par la place grandissante de la guerre dans la politique étrangère canadienne et par la montée d'un discours officiel militariste au Canada. Martine Éloy représente la LDL au sein du Collectif Échec à la guerre. La participation de la LDL a notamment comme objectif de faire ressortir les enjeux de droits humains dans les problématiques abordées par le Collectif et de mobiliser les membres de la LDL et les organismes partenaires à prendre part aux activités et campagnes du Collectif, qui fait un important travail contre la guerre et le militarisme.



En 2024-2025, la LDL a appuyé la campagne du coquelicot blanc à la mémoire de toutes les victimes des guerres et a diffusé auprès de ses membres et réseaux certaines mobilisations organisées par le Collectif au cours de l'année.

Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux

La Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux (COMRADES), un partenariat de recherche financée par le CRSH composé de chercheur-e-s de sept universités du Québec, du Canada et de la France, et de partenaires co-chercheur-e-s issus des milieux gouvernementaux et non gouvernementaux, dont la Ligue des droits et libertés et la LDL-Section de Québec. L'objectif de COMRADES est de développer la recherche sur les droits économiques et sociaux (DES) pour faire émerger un nouveau paradigme en matière de droits humains.



Le projet se développe selon quatre objectifs particuliers : (1) la production et la diffusion multisectorielle de connaissances; (2) le développement de pratiques fortifiées; (3) l'impulsion de changements dans les mécanismes d'imputabilité fondés sur les DES; et (4) l'inscription des DES dans le débat sur l'accès à la justice. En 2024-2025, la LDL a participé aux instances de pilotage de COMRADES et aux occasions de réflexions collectives. Laurence Guénette représente la LDL au sein de COMRADES.

Fédération internationale pour les droits humains

La Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) est une ONG internationale de défense des droits humains. Elle regroupe 188 organisations nationales de défense des droits humains dans 116 pays. Depuis 1922, la FIDH est engagée dans la défense de tous les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels tels que définis dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme.



La LDL partage régulièrement des interventions publiques et nouvelles de la FIDH dans ses propres réseaux. Alexandre Petitclerc, président de la LDL, a tenu une rencontre avec des membres du CA de la FIDH en novembre 2024, afin de renforcer le contact entre les deux organisations et explorer les pistes pour des collaborations dans certains dossiers.

Front commun pour la transition énergétique



Le Front commun pour la transition énergétique regroupe des organisations qui contribuent à l'élaboration collective et à la mise en œuvre d'une transition énergétique structurante et porteuse de justice sociale. Créé en 2015, le front commun compte maintenant près de 90 organisations membres, qui visent ensemble une transformation systémique ancrée dans des valeurs d'inclusion et d'équité. Laurence Guénette et Éléonore Loupforest représentent la LDL au sein du FCTÉ.

→ Découvrez les implications de la LDL et de son comité Environnement et droits humains dans ce regroupement à la page 11 du rapport d'activités.

Observatoire des profilages

L'Observatoire des profilages (ODP) est composé de plus de trente chercheur-e-s, d'une vingtaine de partenaires communautaires et institutionnels ainsi que d'une quarantaine d'étudiant-e-s à la maîtrise et au doctorat. Il vise à développer de nouvelles connaissances et plaidoyers sur les pratiques et les expériences de profilages dans les secteurs de la police, de la justice, des services correctionnels, de la protection de la jeunesse, de la santé et des services sociaux, de l'aide sociale et de la migration. Lynda Khelil représente la LDL au sein de l'ODP.



Prison Transparency Project



Prison Transparency Project est un vaste partenariat de recherche financé par le Centre de recherche en développement humain (CRDH) sur une durée de 7 ans. Il est organisé en collaboration avec plusieurs universités et organisations de la société civile du Canada, de l'Argentine et de l'Espagne. Ce projet étudie les mécanismes formels et les pratiques informelles qui favorisent la circulation de l'information à l'intérieur et à l'extérieur des établissements carcéraux, à la fois à des fins de responsabilisation et pour défendre les droits et les libertés

des personnes incarcérées.

Regroupement des médias critiques de gauche

En novembre 2024, au nom de la revue *Droits et libertés*, la LDL a participé à la réunion bisannuelle du Regroupement des médias critiques de gauche (RMCG) à titre de membre participant. Le RMCG a élaboré des règlements généraux pour clarifier le fonctionnement et les obligations des membres qui forment le regroupement. Ces règlements seront adoptés au printemps 2025. La LDL diffuse occasionnellement des informations du RMCG et de ses membres dans son infolettre régulière et sur les réseaux sociaux. Elisabeth Dupuis représente la LDL au sein du RMCG.



Table de concertation des organismes de défense de droits et Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Plus de 30 groupes de la société civile concernés par divers aspects des droits de la personne (par exemple l'immigration, le racisme, la santé mentale, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les autochtones, les locataires, les personnes incarcérées, etc.) sont invités par la CDPDJ plusieurs fois par an à prendre connaissance de ses positions et de ses publications et à faire des commentaires et des suggestions. Cette année, la LDL y a été représentée par Sam Boskey (membre du CE) et Elisabeth Dupuis (responsable des communications).

En juin 2024, la CDPDJ a présenté sa stratégie de lutte contre le racisme et la discrimination systémiques, une stratégie transversale, qui doit lui permettre de déployer des actions contre le racisme et la discrimination systémiques dans le cadre de tous ses mandats. La CDPDJ a aussi offert un aperçu de ses apports en matière de transport adapté au cours des cinq dernières années, y compris les rencontres avec les ministres, et avec plusieurs organismes œuvrant dans le domaine du transport adapté et des droits des personnes en situation de handicap.

En décembre 2024, les discussions ont porté sur les travaux de réflexion de la CDPDJ en vue de son prochain plan stratégique 2025-2029. À cette occasion, elle a demandé l'avis des membres de la table sur les priorités envisagées dans le cadre de cet exercice de planification.

Par ailleurs, des rencontres ont eu lieu entre la présidence et la vice-présidence (volet Charte) de la CDPDJ et la présidence et coordination de la LDL pour échanger sur les activités et programmations prévues à l'approche du 50e anniversaire de la Charte québécoise et de la CDPDJ.



LDL

Ligue des
droits et libertés

Vie associative

Conseil d'administration et conseil exécutif

Le conseil d'administration (CA) s'est réuni huit fois au cours de l'année 2024-2025. En juin 2024, il a veillé à l'élaboration du plan d'action et il a suivi de près, tout au long de l'année, les divers dossiers politiques auxquels la LDL travaille, les démarches en lien avec le financement et la promotion de la LDL ainsi que les travaux du comité préparant une programmation spéciale pour le 50^e anniversaire de la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne*. Il a également adopté plusieurs positions en lien avec les travaux des comités.

Le conseil exécutif (CE) s'est réuni à huit occasions cette année. Dans le cadre de son mandat, le CE assure le suivi des dossiers entre les rencontres du conseil d'administration. Il est aussi responsable auprès du CA de l'administration courante de la LDL.

Notons que parmi les 15 personnes élues au CA de la LDL, plusieurs sont impliquées dans des comités de travail, ou encore contribuent activement à la réalisation de plusieurs des projets et analyses de la LDL.

Militants et militantes, comités de travail

En 2024-2025, la LDL compte onze comités de travail actifs, qui rassemblent près d'une cinquantaine de membres militant-e-s, dont la contribution bénévole est essentielle pour faire de l'organisme ce qu'il est et lui permettre de réaliser sa vaste mission.

Que ce soit comme membre du CA ou d'un comité de travail, en offrant des ateliers, en participant aux réunions, en analysant des projets de loi, en rédigeant des textes pour diverses publications, en débattant pour peaufiner les positions et projets de la LDL sur divers enjeux de droits humains, en représentant la LDL dans les coalitions et regroupements, les militant-e-s mettent la main à la pâte de multiples façons. L'implication bénévole de ces personnes équivaut en temps à environ deux postes à temps complet !

Cette année, deux moments ont alimenté la vie associative de la LDL, en plus de l'Assemblée générale et des rencontres de comités. D'abord, un atelier interne sur les mécanismes de plaidoyer à l'international en droits humains (diverses procédures en lien avec les comités onusiens et rapporteurs spéciaux), offert par Mirja Trilsch, professeure en sciences juridiques et directrice de la Clinique de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU), et Marjolaine Bougie, étudiante en sciences juridiques et coordonnatrice de la CIDDHU. L'atelier a eu lieu le 25 novembre 2024. Ensuite, l'Assemblée des comités de mars 2025 a été une nouvelle occasion de favoriser la vie associative et les réflexions des militant-e-s actifs de la LDL en ce qui concerne les objectifs et moyens d'action employés par les comités pour permettre à la LDL de réaliser sa mission, dans un monde où les droits humains sont particulièrement malmenés et banalisés.

Un grand merci à chacun-e !

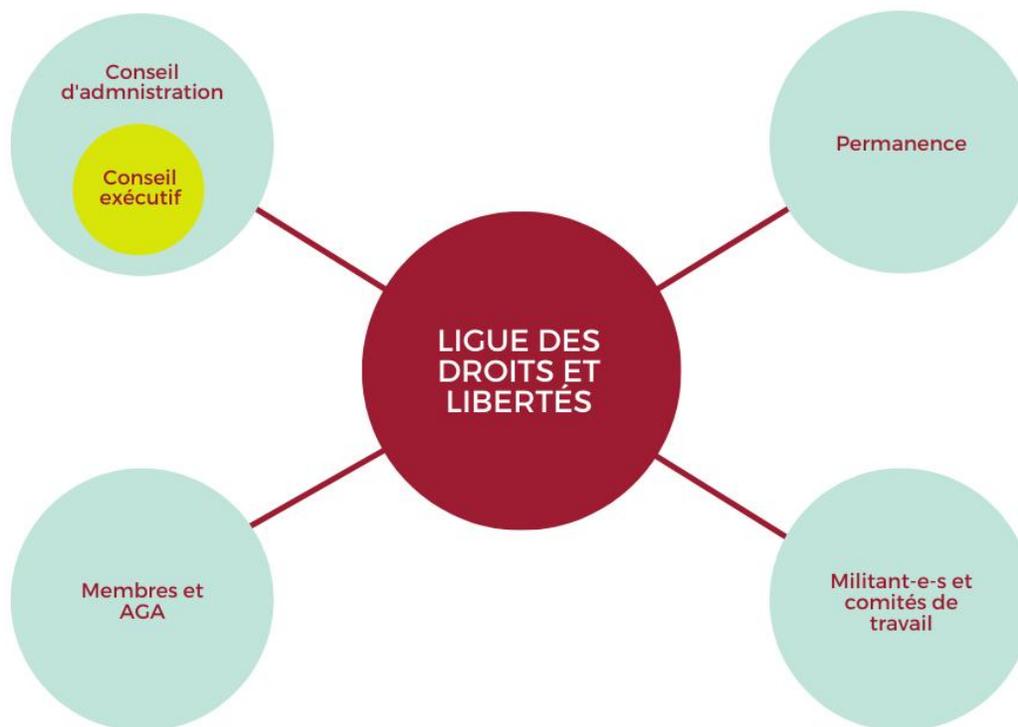
Permanence

L'équipe de la permanence s'est agrandie cette année et compte maintenant cinq travailleur-euse-s pour cinq postes : la coordination assumée par Laurence Guénette, Karina Toupin à titre de responsable de l'administration et des finances, Lynda Khelil et Paul-Étienne Rainville, tous deux responsables de dossiers politiques et Elisabeth Dupuis, responsable des communications.

La permanence a également pu compter sur la généreuse implication de stagiaires : Ranya Dayon et Toscane Frézal, stagiaires en communications publiques pour les droits humains, respectivement à l'automne 2024 et à l'hiver 2025; Laure Moneger, stagiaire en recherche sur les reculs au droit d'asile au Canada; Geneviève Breault, réalisant un mandat de 100 heures en soutien aux projets du 50^e de la *Charte québécoise*; et Fanny Hébert, Naomi Paiement et Zoé Bonenfant, pour un stage d'initiation à l'action communautaire dans le cadre de leur baccalauréat en travail social à l'UQAM. Ces dernières ont travaillé sur un projet relatif aux prisons et à l'isolement cellulaire.

Instances

Conseil exécutif



Alexandre Petitclerc, président; Sam Boskey, vice-président; Maryève Boyer, deuxième vice-présidente; Louise Pelletier, trésorière; Pierre-Louis Fortin-Legris, secrétaire.

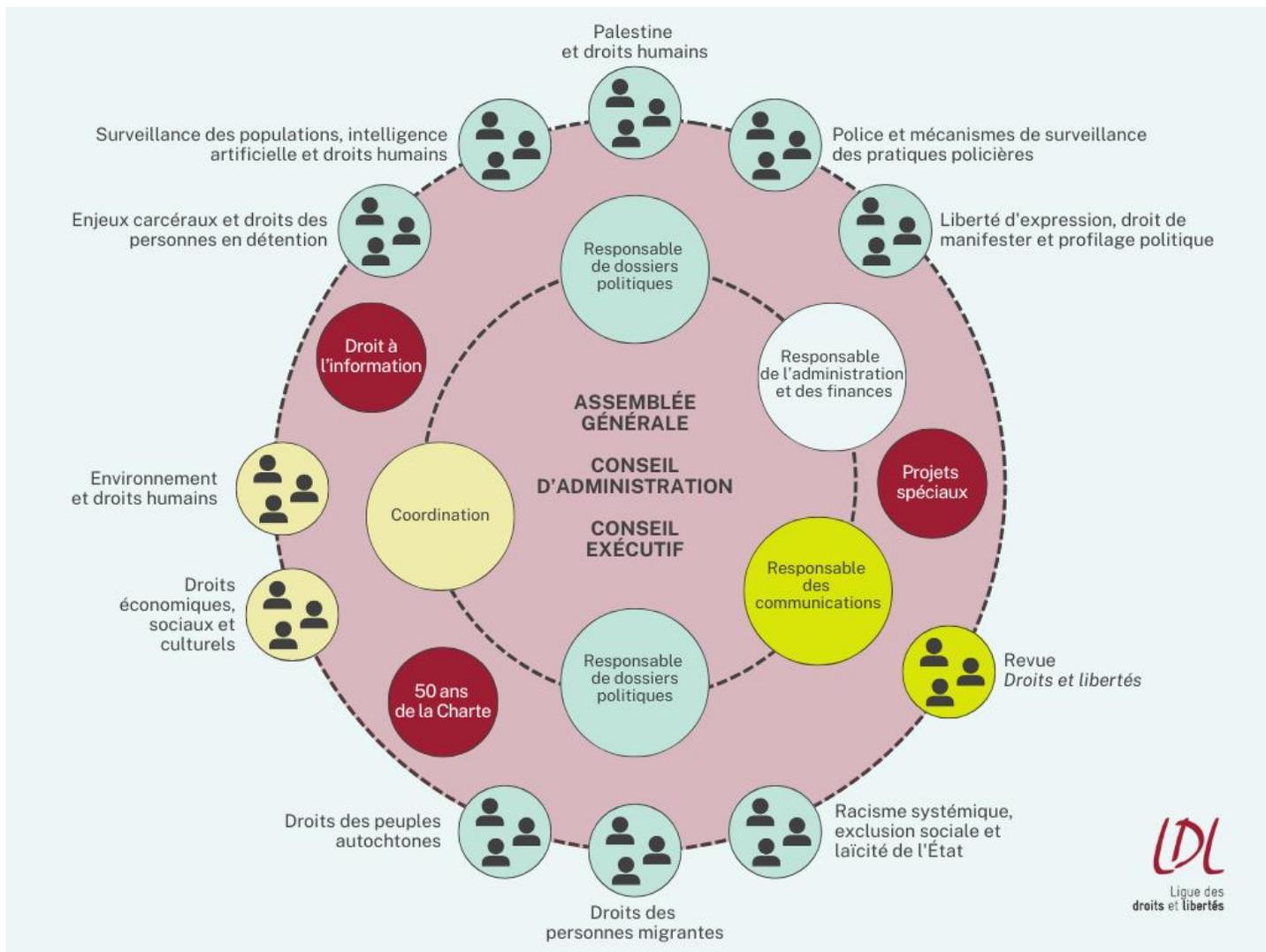
Conseil d'administration

Alexandre Petitclerc, Sam Boskey, Maryève Boyer, Louise Pelletier, Pierre-Louis Fortin-Legris, Diane Lamoureux, Josiane Maheu, Stéphanie Mayer, Jacinthe Poisson, Paul-Etienne Rainville (jusqu'en novembre 2024), Elsa Mondésir Villefort, Safa Chebbi, Delphine Gauthier-Boiteau, Catherine Descoteaux, Mouloud Idir.

Équipe de la permanence

Laurence Guénette, coordonnatrice ; Karina Toupin, responsable de l'administration et des finances ; Elisabeth Dupuis, responsable des communications ; Lynda Khelil, responsable de dossiers politiques et Paul-Étienne Rainville, responsable de dossiers politiques.

Dossiers et comités de travail



Comité droit à la santé

Marie Carpentier, Nicole Filion, Léa Gagnon, Vincent Greason, Laurence Guénette, Lucie Lamarche, Mercedes Roberge.

Comité droits des personnes migrantes

François Crépeau, Audrey Gonin, Laurence Guénette, Mouloud Idir, Samira Jasmin, Laurence Lallier-Roussin, Diane Lamoureux, Aurélie Lanctôt, Camille Marquis-Bissonnette, Louis-Philippe Jannard, Aïki Mekerian, Maryse Poisson, Paul-Étienne Rainville, Maxime Thibault-Leblanc.

Comité droits des peuples autochtones

Philippe Blouin, Laurence Guénette, Miriam Hatabi, Chantal Ide, Nelly Marcoux, Paul-Étienne Rainville, François Saillant, Léa Serier, Marie-Andrée Turcotte.

Comité droits économiques, sociaux et culturels

Julien Caffin, Laurence Guénette, Alexandre Petitclerc, François Saillant.

Comité enjeux carcéraux et droits des personnes en détention

Jean Claude Bernheim, Sylvie Bordelais, Sam Boskey, Kim Bouchard, Mathilde Chabot-Martin, Catherine Chesnay, Delphine Gauthier-Boiteau, Nadia Golmier, Ariane Gravel (Alter Justice), Lynda Khelil Aurélie Lanctôt, Alexandra Larose, Coline Moreau, Amélie Morin, Daniel Poulin-Gallant (Alter Justice).

Comité environnement et droits humains

Anne Desruisseaux, Mireille Elchacar, Laurence Guénette, Eléonore Loupforest, Josiane Maheu, Leila Mérabet, Dominique Peschard.

Comité liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique

Catherine Descoteaux, Lynda Khelil Nicole Filion, Véronique Fortin, Jacinthe Poisson.

Comité Palestine

Safa Chebbi, Delphine Gauthier-Boiteau, Mouloud Idir, Lynda Khelil, Diane Lamoureux, Elsa Mondésir Villefort.

Comités police et mécanismes de surveillance des pratiques policières

Maryève Boyer, Virginie Dufresne-Lemire, Bertrand Guibord (CCMM-CSN), Lynda Khelil, Jérémie Lamarche (RAPSIM), Line Lebrun, Sophie Lavoie (FCTE), Jacinthe Poisson, Alexandre Popovic (CRAP), Ted Rutland.

Comité racisme systémique, exclusion sociale et laïcité de l'État

Michel Barrett, Sam Boskey, Maryève Boyer, Julien Caffin, Martine Éloy, Lynda Khelil, Diane Lamoureux, Louise Pelletier, Paul-Étienne Rainville, Mahamadou Soré.

Comité surveillance des populations, intelligence artificielle et droits humains

Martine Éloy, Léa Gagnon, Lynda Khelil, Carmen Perlain, Dominique Peschard, Anne Pineau.

Comité revue *Droits et libertés*

Jean Claude Bernheim, Elisabeth Dupuis, Delphine Gauthier-Boiteau, Lynda Khelil, Aurélie Lanctôt, Laurence Lallier-Roussin, Diane Lamoureux, Alexia Leclerc, Valérine Pinel.

Groupe de travail Chartes et clauses dérogatoires + 50^e de la Charte

Michel Barrett, Sam Boskey, Pierre Bosset, Maryève Boyer, Elisabeth Dupuis, Nicole Filion, Laurence Guénette, Lucie Lamarche, Louise Pelletier, Alexandre Petitclerc, Paul-Etienne Rainville.

Section de Québec

Rapport d'activités
2024-2025

Section de Québec - rapport d'activités 2024-2025

La Ligue des droits et libertés - Section de Québec (LDL-Qc) est une organisation autonome et indépendante de la LDL, ayant son propre CA. Elle détermine ses propres dossiers, priorités et activités. Elle endosse pleinement la mission et la vision de la LDL.

Menée par un conseil d'administration particulièrement actif et une nouvelle coordonnatrice, Josyane Proteau, la LDL-Qc demeure un acteur central quand il est question de promotion et de défense des droits et libertés dans la région de Québec.

La contribution de la LDL-Qc a d'ailleurs été mise en évidence dans un [article publié](#) dans l'édition automne 2024/hiver 2025 de la revue *Droits et libertés*, *30 ans de luttes pour les droits et libertés à Québec*. Il en a aussi été question lors d'une soirée festive organisée le 28 novembre pour souligner le 30^e anniversaire de la LDL-Qc.



Droit de manifester



La LDL-Qc continue de participer activement à la Coalition pour le droit de manifester. En juin 2024, elle est intervenue publiquement pour [dénoncer la brutalité policière](#) dans des actions visant à défendre le droit à l'avortement puis une autre fois pour [dénoncer le démantèlement](#), à l'Université Laval, d'un campement étudiant érigé en solidarité avec le peuple palestinien. Le 18 juin, elle a participé à une conférence de presse pour dénoncer les entraves au droit de manifester qui se multiplient à Québec depuis l'adoption du Règlement sur la sécurité lors de la tenue de rassemblements sur la voie publique (R.V.Q. 2817).

En effet, depuis la fin de l'automne 2024, un comité a été mis sur pied pour contester l'article 19.1 du R.V.Q. 1091. L'article 19.1 du règlement sur la paix le bon ordre est une entrave aux droits et libertés, en interdisant à une personne d'exercer sur le domaine public une occupation, comme ce fut le cas lors du campement en solidarité avec la Palestine en juin 2024 à

l'Université Laval. En continuité avec une campagne précédente contre certains articles de ce règlement municipal, la LDL-Qc envisage une campagne visant l'abolition de cet article.

La LDL-Qc a dû intervenir de nouveau au mois de septembre après que ses observatrices et observateurs ont constaté des abus de la police de Québec lorsque le Camp pour le droit au logement du FRAPRU s'est installé au parc de l'Amérique-Française : « La LDL-Qc est grandement préoccupée de cette nouvelle preuve du recul du droit de manifester à Québec. Alors que les deux précédents camps du FRAPRU avaient été tolérés par la Ville, celui-ci a fait les frais d'un contrôle policier clairement abusif qui a gravement brimé le droit de manifester des personnes présentes. La LDL-Qc s'inquiète de la tangente prise par l'administration Marchand de museler et judiciariser les mouvements sociaux » (extrait du [communiqué](#) du 16 septembre 2024).



Finalement, le 15 mars 2025, la Coalition pour le droit de manifester a organisé une action à l'occasion de la Journée internationale contre la répression policière.

Lutte au racisme et au profilage

Le 1er octobre 2024, la LDL-Qc a participé à une [conférence de presse](#) avec d'autres groupes de la Coalition pour le droit à manifester pour dénoncer la répression policière et le profilage exercés par le SPVQ. La Coalition s'inquiète notamment de l'inaction de l'administration Marchand devant l'augmentation importante du nombre de constats d'infraction remis aux personnes en situation d'itinérance et devant de nouvelles données qui illustrent l'ampleur des interpellations aléatoires du SPVQ ciblant les personnes racisées. Elle demande notamment au maire Bruno Marchand de reconnaître le profilage racial et social pratiqué par le SPVQ et de s'engager à respecter le droit à l'espace public et le droit de manifester de l'ensemble de la population de Québec.



Le 18 décembre, la Coalition pour le droit de manifester a profité d'une séance du conseil municipal pour lancer la campagne « Pour le droit à l'espace public sans discrimination » et rappeler ses revendications au maire Marchand. Ce dernier s'est vu remettre une lettre signée par 32 organisations demandant que la Ville interdise aux policiers d'arborer la « Thin Blue Line ». Une pétition a ensuite été lancée pour faire interdire le port de ce symbole associé à l'extrême droite, de même que du matériel de sensibilisation. Une [lettre ouverte](#) a été publiée sur le sujet.

Enfin, la LDL-Qc a participé à l'organisation de la Semaine d'action contre le racisme, qui s'est tenue du 21 au 29 mars. Une marche populaire a arpenté les rues de la Basse-Ville de Québec sous le thème « Racisme systémique, on le dénonce encore », pour clore la semaine.

Comité Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droit

Le comité Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droit (FIAÉD) est un des comités les plus actifs de la LDL-Qc. Dans le cadre de sa Mobilisation pour des milieux scolaires sans racisme, il a notamment mené un projet de documentation du racisme dans les écoles qui a abouti à la création d'un balado, rencontré le Protecteur national de l'élève pour l'inviter à dénoncer plus fermement le racisme qui sévit dans les écoles québécoises, lancé une [pétition](#) pour la prévention du racisme dans les écoles et participé à la Semaine d'action contre le racisme.

À la rentrée 2024-2025, le comité FIAÉD a présenté l'exposition *Sous le regard des luttes des femmes* au campus de Lévis de l'UQAR. Il poursuit présentement son engagement auprès du Regroupement des groupes de femmes de la Capitale-Nationale pour l'organisation de la Marche mondiale des femmes qui aura lieu le 18 octobre 2025 à Québec. Et il continue de porter le projet de faire ériger un monument célébrant le courage des femmes immigrantes dans la Capitale-Nationale.

EXPOSITION
"Sous le regard
des luttes des femmes"



Ligue des
droits et libertés
Section de Québec



Comité Femmes d'Ici
et d'Ailleurs ÉGALES
en Droits

Du 24 août au 24 octobre 2024
Bibliothèque de l'UQAR
Campus-Lévis

1595 Bd. Alphonse-Desjardins,
Lévis, QC G6V 0A6

Guitté
Hartog

Comité pour le droit à la scolarisation

Depuis le mois de janvier 2025, le Comité pour le droit à la scolarisation compte sur une permanence à temps plein grâce à l'appui de Centraide Québec et Chaudière-Appalaches. (La LDL-Qc agit à titre de fiduciaire.) Cette reconnaissance est le fruit d'un travail militant de longue haleine et représente une nouvelle preuve de la pertinence des travaux du Comité.



Dans la dernière année, le Comité a notamment participé à l'organisation du colloque « À l'école de l'abandon : droits et bris de droits des élèves HDAA en situation de déscolarisation » en collaboration avec la Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux (COMRADES). Ce colloque a eu lieu en juin 2024 à l'UQÀM dans le cadre du colloque de l'Association canadienne Droit et Société (ACDS).

Le Comité a aussi collaboré avec la Clinique internationale de défense



des droits humains de l'UQÀM pour produire un rapport parallèle aux fins de l'examen du Canada par rapport à la Convention internationale des droits des personnes handicapées portant sur les enjeux de scolarisation partielle et de déscolarisation. Le rapport a été soumis au Comité des droits des personnes handicapées des Nations Unies en janvier 2025.

Les membres du Comité ont publié quelques articles scientifiques, lettres ouvertes et communiqués sur l'enjeu du droit à la scolarisation pendant l'année. Un des principaux dossiers du Comité est l'organisation d'un [forum communautaire](#) qui doit se tenir à Québec le 3 mai 2025.

Autres collaborations et mobilisations

Forte des liens qu'elle a tissés avec la communauté musulmane de Québec, la LDL-Qc a, cette année encore, eu le privilège d'être invitée à participer aux activités de la commémoration citoyenne honorant la mémoire des six personnes dont la vie a été arrachée lors de l'attentat survenu au Centre culturel islamique de Québec le 29 janvier 2017. Des membres du CA de la LDL-Qc sont d'ailleurs impliquées dans la coordination des commémorations annuelles du 29 janvier.

Une collaboration entre la LDL-Qc et l'École de travail social et de criminologie de l'Université Laval a permis à la LDL-Qc de remettre sur pied sa petite équipe d'animation d'ateliers d'éducation aux droits. Une dizaine d'ateliers ont pu être offerts pendant l'année.

Depuis l'automne 2024, la LDL-Qc fait partie du conseil d'administration du Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC).

La LDL-Qc a aussi soutenu des initiatives de la Coalition du Québec URGENCE Palestine, formée par 50 organisations de la société civile québécoise et qui dénonce la complicité du Canada dans l'assaut criminel d'Israël contre Gaza, « exige un cessez-le-feu immédiat et la libre circulation de l'aide humanitaire dans toute la bande de Gaza, la fin des exportations militaires, directes et indirectes, vers Israël, et la levée du siège de la bande de Gaza ».



En tant que groupe financé par le SACAIS, la LDL-Qc est directement concernée par l'insuffisance du financement destiné à la défense collective des droits et elle continue de participer aux mobilisations visant à rehausser ce financement.

La LDL-Qc a participé cette année encore aux mobilisations pour le Jour de la Terre (22 avril), pour la Fête internationale des travailleurs et travailleuses (1er mai), pour la Journée internationale des droits des femmes (8 mars) ainsi qu'à diverses actions ponctuelles visant à défendre, entre autres, les droits des personnes migrantes, des personnes en situation de pauvreté, des minorités sexuelles, etc.

The logo consists of the letters 'LDL' in a stylized, red, cursive font. The 'L' and 'D' are connected, and the 'L' has a unique shape with a small loop at the top.

Ligue des
droits et libertés

Annexe

Liste des communiqués, interventions politiques et juridiques, publications, représentations et événements

1.1 Communiqués et interventions médiatiques

Droits économiques, sociaux et culturels

- Mention - Le Devoir - imprimé - [Le logement est et doit être un droit fondamental](#) - 7 mai 2024
- Lettre ouverte - La Presse - web - Rémunération des médecins et droit à la santé : quelques pistes - 28 juin 2024
- Communiqué - [Droit au logement et personnes migrantes | Urgence de contrer un amalgame erroné et dommageable !](#) - 2 juillet 2024
- Communiqué - [Une Coalition braque littéralement les projecteurs sur les écueils du Plan santé du ministre Dubé](#) - 1 octobre 2024
- Communiqué - [La Ligue des droits et libertés interpelle l'Agence Santé Québec](#) - 30 octobre 2024
- Lettre - appui - Presse-toi à gauche - [La défense collective des droits : arrêtons...](#) - 10 décembre 2024
- Lettre - appui - Journal de Montréal web - [Adoption du projet de loi 71: quelle place les droits de la personne ont-ils dans l'élaboration des lois à l'Assemblée nationale?](#) - 12 décembre 2024
- Mention - Ici Ottawa-Gatineau -web - [Une mère se bat pour que son fils autiste aille à l'école](#) - 13 décembre 2024
- Mention - Le Devoir - web - [Quand les ruptures de services mènent à l'école à la maison](#) - 3 février 2025
- Entrevue - 99,5 Mtl - [Bulletin de nouvelles - Itinérance](#) - 18 février 2025
- Entrevue - CKUT 90,3 FM - [Local Journalism Initiative Stories : Homelessness consultations](#) - 18 février 2025
- Communiqué - [L'itinérance, d'abord une question de droits humains](#) - 18 février 2025
- Lettre - appui - Le Devoir web - [Urgence d'agir pour les personnes en RPA et pour les résidents de Mont-Carmel](#) - 26 février 2025
- Entrevue - 99,5 Mtl - [Bulletin](#) - 27 février 2025
- Lettre ouverte - Journal de Montréal -web - [En vue de pandémies futures : envisageons des mesures sanitaires plus respectueuses](#) - 14 mars 2025
- Lettre ouverte - Journal de Québec - web - [En vue de pandémies futures : envisageons des mesures sanitaires plus respectueuses](#) - 14 mars 2025
- Lettre ouverte - VA Nouvelles - [En vue de pandémies futures : envisageons des mesures sanitaires plus respectueuses](#) - 14 mars 2025
- Lettre - appui - Le Quotidien - [Budget 2025 : le Québec est K.-O.](#) - 15 mars 2025
(voir aussi : [La Voix de l'est](#))

Droits humains

- Lettre - appui - Pivot Québec - [La singularité du Centre justice et foi : nous y renons collectivement!](#) - 9 avril 2024
- Mention - Le Placoteux - [Gaétan Nadeau : L'intellectuel aux multiples talents](#) - 10 juin 2024
- Lettre ouverte - La Presse - web - [Exiger la transparence : une lutte collective](#) - 28 septembre 2024
- Communiqué - [Un recadrage s'impose à propos des droits humains et des enjeux constitutionnels](#) - 18 novembre 2024
- Communiqué - [Un déséquilibre marqué entre les droits du gouvernement du Québec et les droits des Québécois-e-s](#) - 29 novembre 2024
- Chronique - La Presse + - [L'inquiétante diversion de François Legault](#) - 10 décembre 2024
- Entrevue - CBC - 10 décembre 2024
- Lettre ouverte - La Presse + - [Des reculs importants](#) - 10 décembre 2024
- Lettre ouverte - The Gazette - [On Human Rights Day, historic setbacks in Quebec](#) - 10 décembre 2024
- Article - The Gazette - [Racial profiling : Experts maintain calls for end to police checks in Montreal](#) - 11 décembre 2024

- Lettre - appui - Le Devoir (web) - [Un recours comme dernier recours face à l'inaction de Québec](#) - 11 décembre 2024
- Chronique - The Gazette - [Lincoln : New Year's wish for a return to a society of rights and equity](#) - 23 décembre 2024

Liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique

- Communiqué - [Campement pro Gaza à McGill | La LDL préoccupée par le traitement réservé aux manifestant-e-s](#) - 30 avril 2024
- Article - TVA Nouvelles - [Campement à McGill : Legault «se mêle d'affaires qui ne le concernent pas», selon une experte](#) - 4 mai 2024
- Entrevue - LCN - [Campement à McGill : Legault «se mêle d'affaires qui ne le concernent pas», selon une experte](#) - 4 mai 2024
- Communiqué - [La LDL salue le rejet de la demande d'injonction de l'Université McGill](#) - 15 mai 2024
- Article - Le Devoir - web - [Une manifestation pro-Palestine a mal tourné lundi près du campement de l'UQAM](#) - 21 mai 2024
- Communiqué - [La LDL dénonce la brutalité policière lors d'une manifestation – Campement étudiant à l'UQAM en soutien à la Palestine](#) - 22 mai 2024
- Article - La Presse - web - [Québec appelle au calme après un week-end marqué par des affrontements](#) - 22 mai 2024
- Mention - The Rover - [Battle Over Pro-Palestine Encampment Spills Onto Streets](#) - 25 mai 2024
- Mention - ICI Radio-Canada - Québec (site web) - [Les manifestants pro-palestiniens de l'Université Laval contestent leurs amendes](#) - 4 juin 2024
- Lettre ouverte - Le Soleil - [Le syndicat des profs de l'Université Laval encourage la manifestation pacifique](#) - 4 juin 2024
- Communiqué - [Campement populaire Al-Soumoud au Square Victoria – La LDL interpelle le gouvernement du Québec et la CDPQ](#) - 26 juin 2024
- Article - Pivot Québec - [Campement pour le logement bloqué par la police : le droit de manifester menacé à Québec?](#) - 18 septembre 2024
- Communiqué - [La désobéissance civile au service des droits humains](#) - 24 octobre 2024
- Entrevue - CHOQ - [Sortie de route - désobéissance civile](#) - 25 novembre 2024

Droit à un environnement sain

- Lettre - appui - Le Devoir - web - [La transition, une excuse qui a le dos large](#) - 18 février 2025
- Article - Radio-Canada radio - [Feu vert - 9 mars 2025](#) - 9 mars 2025
- Entrevue - CIBL 101,5 - [L'effet durable - 11 mars 2025](#) - 11 mars 2025
- Article - Cime 103.9 101.3 - [La ligue des droits et libertés s'en mêle](#) - 18 mars 2025
- Communiqué - [PL93 et Stablex – Les enjeux environnementaux exigent un respect de la démocratie!](#) - 18 mars 2025
- Article - BLTV - [Édition du 26 mars 2025](#) - 26 mars 2025

Racisme systémique, exclusion sociale et laïcité de l'État

- Communiqué - [PL 52 – Reconduction de la clause dérogatoire | En tant que démocratie, le Québec doit faire mieux](#) - 8 avril 2024
- Article - Le Devoir - [Roberge «insulté» par les propos de la Ligue des droits et libertés sur la loi 21](#) - 9 avril 2024
- Article - Journal de Montréal - [Renouveler la protection de la Loi 21 : c'est prolonger une loi raciste et sexiste, déplore la Ligue des droits et libertés](#) - 9 avril 2024
- Article - La Presse canadienne - Le fil radio - [Voici la liste des événements prévus pour le mardi 9 avril 2024](#) - 9 avril 2024
- Chronique - Journal de Montréal - [En manque de vision, Legault préfère sa politique de division et ça nous fait mal](#) - 11 avril 2024
- Chronique - Journal de Montréal - [Grâce à Attal, le Québec se sent moins seul](#) - 13 avril 2024

- Rubrique - La Presse + - Le carnet des collines - 13 avril 2024
- Chronique - Journal de Québec - [Grandeur et misère de la laïcité](#) - 16 avril 2024
- Chronique - Journal de Montréal - [Grandeur et misère de la laïcité](#) - 16 avril 2024
- Lettre ouverte - Le Devoir - web - [Museler la critique? En tant que démocratie, le Québec doit faire mieux!](#) - 4 mai 2024
- Article - The Gazette - [‘Enshrining discrimination’: New Quebec plan to integrate immigrants will further stigmatize newcomers, critics say](#) - 31 janvier 2025
- Communiqué - [PL84 – Des droits et libertés menacés pour la population québécoise](#) - 31 janvier 2025
- Communiqué - [Consultations PL84 – Plusieurs dizaines d’organisations expriment leurs vives inquiétudes](#) - 25 février 2025
- Article - The Gazette - [Warnings swirl over Quebec’s controversial integration of immigrants bill](#) - 27 février 2025
- Article - The Gazette - [Integration law should not take precedence over Quebec charter, QESBA tells committee](#) - 27 février 2025
- Article - The Gazette - [Quebec integration bill prompts concern from municipalities, rights groups](#) - 3 mars 2025
- Reportage - Global News - [Global News - bulletin de nouvelles 10 mars 2025](#) - 10 mars 2025
- Article - Le Devoir web - [Vives inquiétudes entourant le projet de loi pour renforcer la laïcité dans les écoles](#) - 20 mars 2025
- Article - Le lézard - [PL94 - La LDL préoccupée par de nouvelles atteintes aux droits humains](#) - 20 mars 2025
- Article - Présence - [Nouvelles mesures pour renforcer la laïcité dans les écoles](#) - 20 mars 2025
- Communiqué - [PL94 laïcité – La LDL préoccupée par de nouvelles atteintes aux droits humains](#) - 20 mars 2025
- Entrevue - QuB - [Richard Martineau croise le fer avec la Ligue des droits et libertés](#) - 21 mars 2025
- Article - La Presse + - [Nouveau tour de vis pour la laïcité à l’école](#) - 21 mars 2025
- Entrevue - CBC midi - [Radio Noon Quebec with Shawn Apel](#) - 26 mars 2025

Droits des personnes migrantes

- Mention - Le Soleil - [La dignité des personnes migrantes est non négociable!](#) - 7 mai 2024
- Mention - Le Devoir - imprimé - [La dignité des personnes migrantes est non négociable!](#) - 8 mai 2024
- Lettre ouverte - Le Droit - [Le Canada à l’examen pour ses détentions arbitraires](#) - 23 mai 2024
(voir aussi : [Le Nouvelliste](#), [Le Soleil](#))
- Avis aux médias - [Trudeau, Miller ne reculez pas ! Défendez un programme de régularisation digne de ce nom ! Point de presse et rassemblement](#) - 24 mai 2024
- Communiqué - [Le Canada doit mettre fin à la détention arbitraire des migrant-e-s pour des motifs administratifs](#) - 24 mai 2024
- Avis aux médias - [Trudeau, Miller ne reculez pas ! Défendez un programme de régularisation digne de ce nom ! Point de presse et rassemblement/](#) - 25 mai 2024
- Entrevue - Law360 - [Quebec's new integration plan for immigrants raises concerns](#) - 19 février 2025
- Mention - Le Devoir - web - [Le modèle caquiste d'intégration est interculturel, dit Gérard Bouchard](#) - 25 février 2025
- Article - CBC Montreal web - [Municipalities, rights groups concerned about Quebec bill on integrating immigrants](#) - 3 mars 2025
(voir aussi : [Globe and Mail](#), [Global News](#), [MSN](#), [Winnipeg Free Press](#), [Richmond News](#), - [Burbaby Now](#), - [St. Albert Gazette](#), - [Medicine Hat](#), - [Coast Reporter](#), [Kelowna Courier](#), [Toronto Star](#), [Fraser Valley Today](#), [Vernon Matters](#))
- Article - Pivot Québec - [Québec propose un modèle d’intégration nationale jugé assimilationniste](#) - 4 mars 2025
- Lettre - appui - Journal de Montréal web - [D’une seule voix pour sauver la francisation en Centres de services scolaire](#) - 24 mars 2025
- Lettre - appui - TVA Nouvelles - [D'une seule voix pour sauver la francisation en Centres de services scolaire](#) - 24 mars 2025

Palestine et droits humains

- Mention - Le Devoir - imprimé - [Il faut protéger la mission de la Flottille de la liberté](#) - 25 avril 2024
- Mention - Le Devoir - web - [Il faut protéger la mission de la Flottille de la liberté](#) - 25 avril 2024
- Article - Le Devoir - web - [Une coalition demande au Canada de prendre des sanctions contre Israël](#) - 10 mai 2024
- Lettre ouverte - Le Droit - [Québec doit fermer son bureau à Tel-Aviv](#) - 6 juin 2024
(voir aussi : [Le Nouvelliste](#), [Le Soleil](#))
- Lettre ouverte - Le Soleil - [Un an de génocide et de complicité](#) - 7 octobre 2024
- Avis aux médias - [Visite à Montréal de la Rapporteuse spéciale - Francesca Albanese fera le point sur la situation en Palestine](#) - 1 novembre 2024
- Communiqué - [De passage à Montréal : Francesca Albanese, Rapporteuse spéciale des Nations Unies](#) - 3 novembre 2024
- Communiqué - [Génocide colonial en Palestine : le Canada doit respecter ses obligations](#) - 11 novembre 2024
- Communiqué - [Le Canada doit s'engager à honorer les mandats d'arrestation contre Netanyahu et Gallant](#) - 21 novembre 2024

Projet de loi no 57 Loi édictant la Loi visant à protéger les élus municipaux et à favoriser l'exercice sans entraves [...]

- Article - Le Soleil - [Un projet de loi «préoccupant» pour les débats dans les hôtels de ville](#) - 10 avril 2024
(voir aussi : [Le Nouvelliste](#), [La Tribune](#))
- Article - Le Devoir - [Bientôt jusqu'à 1500\\$ d'amende pour les citoyens qui intimident des élus?](#) - 10 avril 2024
- Mention - Le Devoir - [En protégeant les élus, la CAQ "muselle" les citoyens, croient les conservateurs](#) - 25 avril 2024
- Communiqué - [PL 57 – Une cible ratée et des risques sérieux pour les droits et libertés](#) - 30 avril 2024
- Article - La Presse Canadienne - Fils de presse - [Loi pour protéger des élus : un organisme craint une application « abusive »](#) - 30 avril 2024
- Article - L'Actualité - [Loi pour protéger des élus : un organisme craint une application « abusive »](#) - 30 avril 2024
(voir aussi : [MSN](#), [Noovo](#), [Le Courrier du Sud](#), [Néomédia/Chambly](#), [Néomédia/Sorel-Tracy](#), [L'Hebdo Mékinac/des Chenaux](#), [Granby Express](#))
- Article - CFIM Iles de la Madeleine - [CLIP 2 POLITIQUE – LAURENCE GUÉNETTE PL57 2024-04-30](#) - 1 mai 2024
- Article - The Gazette - [Law to protect politicians from harassment could be subject to abuse, rights group says](#) - 1 mai 2024
- Article - MSN - [L'application du projet de loi 57 est questionnée par des organisations](#) - 5 mai 2024
- Chronique - ICI Radio-Canada Télé - Chronique « Sous le radar » - 5 mai 2024
- Chronique - ICI Radio-Canada - Saguenay-Lac-St-Jean (web) - [L'application du projet de loi 57 est questionnée par des organisations](#) - 5 mai 2024
- Chronique - ICI Radio-Canada - Saguenay-Lac-St-Jean (radio) - [Protection des élus : le projet de loi d'Andrée Laforest critiqué](#) - 5 mai 2024
- Article - 95,7 KYK - web - [Un risque pour la liberté d'expression?](#) - 7 mai 2024
- Article - La Presse + - [Un projet de loi qui risque de « criminaliser la participation démocratique »](#) - 7 mai 2024
- Entrevue - 95,7 KYK - [Midi pile](#) - 7 mai 2024
- Avis aux médias - [PL 57 Loi visant à protéger les élus et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions - Des organisations tirent la sonnette d'alarme pour la démocratie](#) - 8 mai 2024
- Article - La Presse Canadienne - Fils de presse - [Projet de loi 57 : conférence de presse d'organismes](#) - 9 mai 2024
- Article - Le Peuple Lotbinière - [Un projet de loi qui inquiète](#) - 9 mai 2024
- Article - Le Journal de Lévis - [Un projet de loi qui inquiète](#) - 9 mai 2024
- Article - Presse-toi à gauche - [PL 57 Loi visant à protéger les élus et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions - Des organisations tirent la sonnette d'alarme pour la démocratie](#) - 9 mai 2024

- Article - Vingt55 - web - [Projet de loi 57 visant à protéger les élus : qu'en est-il des droits des citoyens et de la démocratie ?](#) - 9 mai 2024
- Entrevue - ICI Radio-Canada - Première - [Entrevue avec Lynda Khelil : Projet de loi 57](#) - 9 mai 2024
- Communiqué - [PL 57 – Des organisations tirent la sonnette d'alarme pour la démocratie](#) - 9 mai 2024
- Article - Courrier Laval - web - [134 organisations québécoises préoccupées par la loi 57](#) - 11 mai 2024
- Article - ICI Radio-Canada - Nouvelles (site web) - [La ministre Laforest défend le projet de loi 57 sur la sécurité des élus](#) - 16 mai 2024
- Article - The Epoch Times - [Quebec Media Say New Bill to Protect Politicians Is ...](#) - 16 mai 2024
- Article - The National Post - [New bill to protect Quebec politicians is excessive and threatens free speech, media companies say](#) - 16 mai 2024
- Article - CTV NEWS - [Quebec media say new bill to protect politicians is excessive, harms free speech](#) - 16 mai 2024
- Article - Global NEWS - [Quebec media say new bill to protect politicians is excessive, harms free speech](#) - 16 mai 2024
- Article - The Globe and Mail - [Quebec media say new bill to protect politicians is excessive, harms free speech](#) - 16 mai 2024
- Lettre - appui - Le Devoir - web - [PL57, un projet de loi qui rate la cible et met en péril les droits et libertés](#) - 18 mai 2024
- Mention - La Presse + - [Une occasion en or d'innover en participation citoyenne](#) - 20 mai 2024
- Entrevue - CJMD 96,9 Lévis - [Politiguy Correct - Lynda Khelil](#) - 21 mai 2024
- Référence - Radio Noon Quebec with Shawn Apel - [Radio Noon Quebec with Shawn Apel](#) - 22 mai 2024
- Mention - CKIA - [Québec! Réveille!](#) - 27 mai 2024
- Article - La Presse + - [Québec amende son projet de loi pour protéger la liberté d'expression](#) - 4 juin 2024
- Mention - Le Devoir - [La ministre Laforest ne s'attend pas à beaucoup d'amendes pour protéger les élus](#) - 4 juin 2024
- Référence - La Presse canadienne - [Protection des élus : Québec a amendé son projet de loi](#) - 4 juin 2024
- Communiqué - [Adoption du PL 57 – Les risques sérieux d'atteinte aux droits et libertés demeurent](#) - 5 juin 2024
- Référence - Journal de Québec - [Adoption de la loi pour protéger les élus : Laforest s'attend à ce que les amendes pleuvent](#) - 6 juin 2024
- Référence - Le Canada français - [Le projet de loi pour protéger les élus contre les menaces est adopté](#) - 6 juin 2024
- Référence - TVA Nouvelles - [Adoption de la loi pour protéger les élus : Laforest s'attend à ce que les amendes pleuvent](#) - 6 juin 2024

Police et mécanismes de surveillance des pratiques policières

- Mention - Noovo - Bulletin de nouvelles - 10 juin 2024
- Mention - ICI Radio-Canada - Nouvelles - Bulletin de nouvelles - 10 juin 2024
- Mention - TVA Nouvelles - [Profilage racial au SPVM : le chef Fady Dagher prévoit une nouvelle politique sur les interpellations policières pour cet automne](#) - 23 juillet 2024
- Entrevue - Journal de Québec - [Profilage racial au SPVM : le chef Fady Dagher prévoit une nouvelle politique sur les interpellations policières pour cet automne](#) - 23 juillet 2024
- Entrevue - Journal de Montréal - [Profilage racial au SPVM : le chef Fady Dagher prévoit une nouvelle politique sur les interpellations policières pour cet automne](#) - 24 juillet 2024
- Article - Pivot Québec - [« La Ville défend l'indéfendable » : Montréal assume les frais d'avocats pour des policiers qui tuent](#) - 24 juillet 2024
- Chronique - Le Devoir - web - [Les manigances de la police](#) - 26 juillet 2024
- Chronique - Le Devoir - imprimé - Les manigances de la 26 juillet 2024
- Article - La Presse + - [La Ville de Montréal devra indemniser les victimes de profilage racial par les policiers](#) - 4 septembre 2024
- Mention - 98,5 FM - Émission Luc Ferrandez et Nathalie Normandeau - 5 septembre 2024

- Mention - La Presse - [Les parents de Koray Kevin Celik s'adressent de nouveau au ministre Jolin-Barrette](#) - 23 septembre 2024
- Mention - Radio-Canada web - [Les parents de Koray Kevin Celik s'adressent de nouveau au ministre Jolin-Barrette](#) - 23 septembre 2024
- Article - Le Devoir - [La famille de Koray Kevin Celik demande au ministre de la Justice un réexamen du dossier](#) - 23 septembre 2024
- Article - Noovo - [Des accusations contre des policiers : les Celik demandent encore une évaluation du dossier de la mort de leur fils Koray Kevin Celik](#) - 23 septembre 2024
- Communiqué - [La famille Celik demande à nouveau au ministre Jolin-Barrette la mise en place d'un comité indépendant](#) - 23 septembre 2024
- Communiqué - [La LDL déplore la décision du gouvernement du Québec de porter le jugement Luamba devant la Cour suprême](#) - 5 décembre 2024

Enjeux carcéraux et droits des personnes incarcérées

- Article - La Presse + - [Des prisonniers privés de visites](#) - 21 mai 2024
- Communiqué - [Rapport annuel 2023-2024 du Protecteur du citoyen – Des violations de droits inadmissibles](#) - 19 septembre 2024
- Communiqué - [La LDL alarmée par les conditions de détention et les conditions de libération | Traitement des activistes du pont Jacques-Cartier](#) - 31 octobre 2024
- Reportage - TVA Gatineau - [Bulletin de nouvelles - Vétusté de l'établissement de détention à Gatineau](#) - 14 janvier 2025
- Lettre ouverte - Le Devoir web - [Les droits des incarcérées ne sont pas une monnaie d'échange](#) - 17 mars 2025

Profilages racial et social

- Communiqué - [Pour l'interdiction des interpellations policières une bonne fois pour toute](#) - 24 septembre 2024
- Lettre ouverte - Le Devoir - [Sur le profilage racial, ça bloque à la Ville de Montréal](#) - 27 septembre 2024
- Reportage - Radio-Canada radio - [Bulletin de nouvelles](#) - 29 octobre 2024
- Lettre ouverte - Le Devoir (web) - [Taisez ce mot racisme que l'on ne saurait entendre](#) - 20 novembre 2024
- Entrevue - CKIA FM - Dignité Noire - [Émission Dignité Noire](#) - 2 décembre 2024
- Reportage - Radio-Canada - [Bulletin de nouvelles 5 décembre 14 h](#) - 5 décembre 2024
- Communiqué - [Des organisations s'unissent contre les profilages racial et social à Montréal | Il est temps d'interdire les interpellations policières](#) - 11 décembre 2024
- Reportage - Global NEWS - [Calls grow to ban random police street checks in Montreal](#) - 11 décembre 2024
- Reportage - CTV NEWS - [CTV News Montréal at Six](#) - 11 décembre 2024
- Reportage - Le Devoir web - [Montréal «trahit son engagement» sur des règles touchant les itinérants, dénoncent les organismes](#) - 27 février 2025
- Communiqué - [Lutte aux profilages racial et social – La Ville de Montréal trahit son engagement de réviser ses règlements municipaux](#) - 27 février 2025
- Article - Pivot Québec - [Montréal met de côté une révision de ses règlements censée contrer le profilage](#) - 12 mars 2025

Surveillance des populations, intelligence artificielle et droits humains

- Lettre ouverte - La Presse - web - [La précipitation est mauvaise conseillère](#) - 6 juin 2024
- Mention - Le Devoir - web - [LeBlanc accuse les conservateurs de faire du théâtre avec le rapport sur l'ingérence](#) - 6 juin 2024
- Mention - ICI Radio-Canada - Nouvelles - [Ottawa dit ne pas avoir une liste « fiable » de députés ayant aidé des États étrangers](#) - 6 juin 2024
- Mention - The Canadian Press - [LeBlanc accuses Tories of theatrics as they push for names of MPs in meddling report](#) - 6 juin 2024

- Communiqué - [Une Coalition canadienne des libertés civiles dénonce et appelle à la fin de la liste des entités terroristes](#) - 17 octobre 2024
- Communiqué - [Identité numérique nationale | Entière transparence et débats sont nécessaires avant d'aller plus loin](#) - 27 janvier 2025
- Lettre ouverte - La Presse + - [La population est tenue à l'écart](#) - 26 février 2025

1.2 Interventions politiques et juridiques

Interventions devant les instances canadiennes, québécoises et autres

- Rencontre avec le député Andrés Fontecilla, porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de logement et d'habitation, de lutte contre le racisme et de sécurité publique, pour parler notamment de la campagne du Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD) en matière de financement et de droit au logement, 5 avril 2024.
- Audition publique devant la Commission des relations avec les citoyens de l'Assemblée nationale du Québec dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi n° 52, *Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de souveraineté parlementaire à l'égard de la Loi sur la laïcité de l'État*, 9 avril 2024.
- Rencontre avec le porte-parole de l'opposition officielle en matière de Relations internationales et de Francophonie, André Albert Morin, au sujet de la demande transmise au gouvernement du Québec d'annuler l'ouverture du bureau du Québec à Tel-Aviv, 29 avril 2024.
- Audition publique devant la Commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale du Québec dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi n° 57, *Loi édictant la Loi visant à protéger les élus et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal*, 30 avril 2024.
- Rencontre avec le porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière d'Affaires municipales, Étienne Grandmont, au sujet du projet de loi n° 57, 7 mai 2024.
- Rencontre avec des représentants de la Fédération des municipalités du Québec au sujet du projet de loi n° 57, 10 mai 2024.
- Rencontre avec la sous-ministre adjointe aux politiques au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Katia Petit, au sujet du projet de loi n° 57, 10 mai 2024.
- Rencontre avec la porte-parole en matière d'Affaires municipales de l'opposition officielle, Michelle Setlakwe, au sujet du projet de loi n° 57, 16 mai 2024.
- Rencontre avec le porte-parole en matière d'Affaires municipales du troisième groupe d'opposition, Joël Arseneau, au sujet du projet de loi n° 57, 16 mai 2024.
- Rencontre avec la sous-ministre adjointe Relations Afrique et Moyen-Orient, Francophonie et affaires multilatérales du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, Hélène Drainville, au sujet de la demande de fermeture du bureau du Québec à Tel-Aviv, en compagnie d'autres organisations, 16 mai 2024.
- Rencontre avec la délégation du groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire concernant la détention des personnes migrantes pour des motifs administratifs au Canada, 21 mai 2024.
- Question soumise lors de la période de questions du public de l'Assemblée publique de la Commission de la sécurité publique sur les « mesures du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour favoriser l'équité, la diversité et l'inclusion et lutter contre le racisme, les discriminations et les profilages », au sujet des interpellations policières et des tentatives d'ingérence du SPVM dans le travail des chercheur-euse-s, 6 juin 2024.
- Questions soumises lors de la période de questions du public de l'Assemblée publique de la Commission de la sécurité publique sur le rapport annuel 2023 et le plan stratégique 2024-2026 du SPVM, au sujet des interpellations policières et du profilage racial, 12 juin 2024.

- Rencontre avec Chantal Cayer, directrice à la Direction des enquêtes en services correctionnels au bureau du Protecteur du citoyen, et Catherine-Ève Boucher, déléguée aux enquêtes, sur sujet de la problématique systémique de l'isolement dans les établissements de détention du Québec, 28 octobre 2024.
- Questions soumises lors de la période de questions du public de l'Assemblée publique de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise et la Commission de la sécurité publique, au sujet des interpellations policières et de la révision des règlements pouvant induire du profilage racial et social, 29 octobre 2024.
- Rencontre avec le député et porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de Relations internationales et de Francophonie, Guillaume Cliche-Rivard, au sujet de la situation en Palestine et des activités du bureau du Québec à Tel-Aviv, 9 décembre 2024.
- Rencontre avec le député et porte-parole de l'opposition officielle en matière de Relations internationales et de Francophonie, André Albert Morin, au sujet de la demande de fermer le bureau du Québec à Tel-Aviv, en compagnie d'autres organisations, 16 décembre 2024.
- Rencontre avec le porte-parole de l'opposition officielle en matière de justice André Albert Morin, au sujet des enjeux constitutionnels et des droits humains, 18 novembre 2024.
- Question soumise lors de la période de questions du public du Conseil municipal de la Ville de Montréal, au sujet de la composition de la Commission de la sécurité publique et de l'ajout de deux membres indépendants ayant une expertise en matière de droits et libertés, le 18 novembre 2024.
- Question soumise lors de la période de questions du public de l'Assemblée publique de la Commission de la sécurité publique au sujet de la présentation du deuxième rapport de recherche sur les interpellations policières, le 11 décembre 2024.
- Question soumise lors de la période de questions du public du Conseil municipal de la Ville de Montréal, au sujet des interpellations policières et de l'absence du SPVM et du comité exécutif lors de la présentation du deuxième rapport de recherche devant la Commission de la sécurité publique, 16 décembre 2024.
- Audition publique devant l'Office de consultation publique de Montréal, dans le cadre de la consultation Itinérance et cohabitation sociale, 13 février 2025.
- Audition publique devant la Commission des relations avec les citoyens de l'Assemblée nationale du Québec dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi n° 84, *Loi sur l'intégration nationale*, 26 février 2025
- Rencontre avec Guillaume Cliche-Rivard et Ruba Ghazal, co-porte-paroles du deuxième groupe d'opposition, au sujet de la *Charte québécoise*, de la clause dérogatoire et de la souveraineté parlementaire, 11 mars 2025.
- Question soumise lors de la période de questions du public du Conseil municipal de la Ville de Montréal, au sujet de la décision de la mairesse de cesser la révision des règlements municipaux pouvant induire du profilage social et racial, le 17 mars 2025.

Lettres et campagne de lettres

- Lettre au président de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, Me David Sultan, au sujet des conséquences de la mise en ligne d'un registre public des décisions de la Commission, et demandant une rencontre, par l'Association des avocat-e-s carcéralistes du Québec, la Société Elizabeth Fry du Québec, Alter Justice et la Ligue des droits et libertés, 4 avril 2024.
- Lettre à au ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Marc Miller, demandant de suspendre la déportation et de réétudier le dossier de Monsieur Lanre et de sa famille, 26 juillet 2024. En raison d'une disposition de l'Entente sur les tiers pays sûrs (ETPS), la famille n'a jamais pu avoir accès à une procédure pour évaluer sa demande d'asile.
- Lettre au premier ministre du Canada, Justin Trudeau, et à la ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, demandant au gouvernement du Canada de bloquer une transaction prévoyant l'exportation

d'explosifs à destination d'Israël dans la bande de Gaza, conjointement avec la Fédération internationale pour les droits humains, 27 août 2024.

- [Lettre](#) aux membres du conseil d'administration de l'Agence Santé Québec au sujet du droit à la santé et demandant une rencontre, le 30 octobre 2024.
- Lettre à la mairesse de Montréal, Valérie Plante, et aux membres du comité exécutif, Joséfina Blanco et Alain Vaillancourt, au sujet de la révision des règlements municipaux pouvant induire du profilage social et racial, co-signé avec six organisations, 11 septembre 2024.
- Lettre à la mairesse de Montréal, Valérie Plante, déplorant la décision de mettre fin à la révision des règlements municipaux, co-signée avec quatre organisations, 12 mars 2025.

Appuis

- Appui à la [lettre collective](#) du Comité Accès Garderie De la résistance à la victoire en Cour d'appel du Québec: 6 années de batailles juridiques pour l'accès des familles en demande d'asile aux services de garde subventionnés, demandant au gouvernement du Québec de ne pas porter devant la Cour suprême du Canada la décision de la Cour d'appel de rétablir l'accès des familles demandeuses d'asile aux garderies subventionnées, 4 avril 2024.
- Appui à une lettre collective transmise au ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, François-Philippe Champagne, demandant de retirer la section sur la Loi sur l'intelligence artificielle et les données (LIAD) du projet de loi C-27 et de tenir une consultation publique sérieuse et une refonte indispensable à ce sujet, 11 avril 2024.
- Appui à une lettre collective du Regroupement des médias critiques de gauche transmise au provincial de la Compagnie des jésuites concernant la suspension de la revue Relations, 11 avril 2024.
- Appui à une [lettre collective](#) transmise au ministre de la Justice, Arif Virani, demandant de séparer les parties deux et trois du projet de loi C-63, qui contiennent les changements proposés au Code pénal et à la Loi canadienne sur les droits de la personne, 7 mai 2024.
- Appui à la [déclaration](#) « Embargo sur les armes maintenant! » exigeant du gouvernement canadien qu'il suspende immédiatement tout commerce d'armes et de technologies militaires avec Israël, 10 mai 2024.
- Appui à la [lettre ouverte](#) d'Amnesty International « Canadian government must cancel plans to use federal prisons for immigration detention », 13 mai 2024.
- Appui à la [déclaration](#) de la Coalition Québec URGENCE Palestine *Ensemble pour Gaza et la Palestine! Exigeons des sanctions contre Israël*, et appelant à la mobilisation du 8 juin 2024, 22 mai 2024.
- Appui à un [communiqué](#) de la Campagne québécoise pour la régularisation, exigeant que le premier ministre Trudeau et le ministre Marc Miller respectent leurs promesses et créent au plus vite un programme de régularisation de toutes les personnes sans statut présentes au Canada, 25 mai 2024.
- Appui à une [lettre ouverte](#) du Réseau québécois de l'Action communautaire autonome (RQ-ACA), *On n'a jamais vu ça*, faisant état de la conjoncture et appelant à renforcer les services publics, les programmes sociaux et le mouvement communautaire, des avenues indispensables pour accélérer, notamment, la transition écologique et pour surmonter les problèmes sociaux, à paraître début juin 2024.
- Appui à une [lettre ouverte](#) du Groupe pour la surveillance internationale des libertés civiles (GISLC) adressée aux membres du Comité permanent de la sécurité publique et nationale de la Chambre des communes du Canada, concernant le projet de loi C-70, Loi concernant la lutte contre l'ingérence étrangère. Les signataires expriment leur préoccupation face à la rapidité avec laquelle le Comité souhaite étudier ce projet de loi de grande envergure, ne permettant pas une étude complète du projet de loi notamment à la lumière des droits et libertés protégés par la Charte canadienne, et demandent une prolongation de l'étude pour permettre un débat approfondi. À paraître 6 juin 2024.
- Appui à une [lettre publique](#) de la Table de concertation au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) à Justin Trudeau et Marc Miller *Protéger et mieux accueillir les personnes réfugiées et en quête de refuge*, à l'occasion de la journée mondiale des réfugié-e-s, le 20 juin 2024.

- Appui à une lettre initiée par Maytree, demandant au Subcommittee on International Human Rights of the Standing Committee on Foreign Affairs and International Development Canada de revisiter et mettre à jour le rapport produit en 2010 dans lequel le Canada constatait des lacunes et reculs en matière d'engagement, d'implémentation, de reddition de compte en matière de droits humains dans le système international des DH. Notamment à la suite de l'EPU4 en 2024, où la société civile a soulevé à nouveau des enjeux et reculs, 2 juillet 2024.
- Appui au camp organisé par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) à Québec les 14 et 15 septembre 2024 pour exiger du logement social.
- Appui à une [lettre](#) du Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE) transmis au ministre de l'Environnement et demandant l'assujettissement du projet Northvolt à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, 25 septembre 2024.
- Appui à un [communiqué](#) de la Campagne québécoise pour la régularisation des personnes sans *Programme des travailleurs étrangers temporaires : Abolir le permis « fermé » au lieu de punir les victimes!*, 26 septembre 2024.
- Appui à une [lettre ouverte](#) du Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE) annonçant un recours judiciaire devant le fait que le gouvernement, près de 7 ans après s'y être engagé par voie législative, n'a toujours pas créé le registre public d'informations environnementales, parue dans Le Devoir le 11 décembre 2024.
- Appui à une [lettre ouverte](#) de Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux (COMRADES) pour dénoncer que les droits de la personne, qui pourtant s'imposent au législateur, n'ont pas guidé le travail des député-e-s dans l'élaboration de cette nouvelle loi (PL 71), 12 décembre 2024.
- Appui à une [lettre ouverte](#) de Rodrigue Turgeon (Coalition Meilleure Mine) et Alexis Wawanoloath (membre de la nation W8banaki et avocat) *À quand un régime minier québécois respectueux des droits des peuples autochtones?* parue dans Le Devoir le 12 décembre 2024.
- Appui à la *Déclaration d'appui en solidarité avec les personnes qui habitent la rue* du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), 21 janvier 2025.
- Appui à la déclaration et la [campagne](#) *Traversons l'écran : pour que l'humain demeure au cœur des services publics !* du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ), 31 janvier 2025.
- Appui à la [lettre ouverte](#) du Centre québécois du droit de l'environnement *Une transition qui a le dos large*, concernant le projet de loi Omnibus n° 81 qui ouvre des brèches dans le socle de protections environnementales sous prétexte d'accélérer la transition, publiée le 18 février 2025.
- Appui à la déclaration commune *Le Privé : Tout sauf santé*, énonçant une opposition collective à la privatisation accrue et accélérée du réseau de la santé et des services sociaux, initiative du Groupe de travail intersyndical en santé et services sociaux dans le cadre du Forum Tout sauf santé des 21 et 22 février 2025.
- Appui à la [lettre ouverte](#) *Urgence d'agir pour les personnes en RPA et pour les résidents de Mont-Carmel*, initiée par le comité d'appui à Mont-Carmel, 26 février 2025.
- Appui à la [lettre ouverte](#) *D'une seule voix pour sauver la francisation en Centres de services scolaires*, du Collectif francisation, 24 mars 2025.

Autres formes d'intervention, y compris indirectes

- Participation au lancement du rapport d'Action Autonomie, Portrait mis à jour des pratiques des établissements de santé et des tribunaux montréalais en lien avec la *Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui*, P-38, 30 octobre 2024.
- Participation au lancement de la Semaine de sensibilisation musulmane organisée par la Ville de Montréal, le 24 janvier 2025.

- Participation à la cérémonie de Commémoration des 8 ans de l'attentat à la Grande Mosquée de Québec, organisée par la Ville de Montréal, 27 janvier 2025.
- Participation au Forum régional (Montréal) du Réseau canadien pour l'équité et la justice raciale (RCEJR), 11 mars 2025.

1.3 Publications

Revue *Droits et libertés*

- *Imaginer une ville des droits humains*, vol. 43, n° 2, automne 2024 / hiver 2025.
- *Regards critiques sur l'incarcération*, vol. 43, n° 1, printemps / été 2024.

Rapports et mémoires

- Mémoire dans le cadre des consultations sur le développement du cadre de mise en œuvre du droit à un environnement sain dans la *Loi canadienne pour la protection de l'environnement (1999)* menées par Environnement et changements climatiques Canada, 8 avril 2024.
- Mémoire au sujet du projet de loi n° 52, *Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de souveraineté parlementaire à l'égard de la Loi sur la laïcité de l'État*, présenté devant la Commission des relations avec les citoyens, 9 avril 2024.
- Mémoire sur le projet de loi n° 57, *Loi édictant la Loi visant à protéger les élus et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal*, déposé à la Commission de l'aménagement du territoire, 30 avril 2024.
- Mémoire sur les enjeux de droits humains entourant la détention des personnes migrantes pour des motifs administratifs au Canada, présenté au groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, et rencontre avec le groupe de travail à Montréal, 23 mai 2024.
- Contribution au sujet de l'identité numérique et de la technologisation des services publics, dans le cadre des états généraux de la fonction publique, 28 août 2024.
- Mémoire sur les législations en matière de santé mentale à la lumière des droits humains dans le cadre des consultations sur la Loi P-38.001, *Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui*, présenté à l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice, 29 novembre 2024.
- Mémoire sur la crise de l'itinérance et les obligations en matière des droits humains de la Ville de Montréal crise de l'itinérance, présenté devant l'Office de consultation publique de Montréal, dans le cadre de la consultation Itinérance et cohabitation sociale, 13 février 2025.
- Mémoire sur le projet de loi n° 84, *Loi sur l'intégration nationale*, présenté devant la Commission des relations avec les citoyens, 26 février 2025.
- Commentaires sur le projet de *Règlement sur la formation des élus municipaux*, 21 mars 2025.

Outils de sensibilisation

- Publication *Droits humains et enjeux constitutionnels : un recadrage s'impose*, novembre 2024.

Infolettres

- 17 infolettres régulières envoyées aux membres et aux sympathisant-e-s inscrit-e-s à la liste de contacts.
- 21 infolettres spéciales envoyées aux membres et aux sympathisant-e-s inscrit-e-s à la liste de contacts.

Carnets

- [L'importance du respect des droits humains dans le soutien à domicile et le chèque emploi-service](#), par Hugo Vaillancourt, 24 avril 2024.
- [Les délais du regroupement familial au Québec : pourquoi sont-ils préjudiciables aux droits humains?](#) Par Martine G-Pilon et Christine Hallé, 10 juillet 2024.
- Haine et panique morale au croisement de la transphobie et de la domination adulte par Maël Maréchal, 25 juillet 2024, une série de trois carnets :
 - [Comment s'en sortir?](#)
 - [Les causes du ressac](#)
 - [Les formes de résistance](#)
- [Simplifier le régime d'assistance sociale? C'est un peu court!](#) par Lucie Lamarche, 10 octobre 2024.

Représentations

- Allocution de Lynda Khelil à un événement de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) sur le droit à l'information, 29 mai 2024.
- Présentation de Laurence Guénette devant le comité Équité et droits de la personne de la FTQ au sujet de la *Charte québécoise*, des clauses dérogatoires et des luttes pour les droits humains, 16 mai 2024.
- Prise de parole de Laurence Guénette lors d'une conférence de presse organisée par le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) dénonçant une tentative d'ingérence par le biais du financement octroyé par le ministère de la Justice dans le projet de site web locataire.info, 13 juin 2024.
- Allocution de Lynda Khelil lors de la manifestation dans le cadre d'une semaine d'actions pour la régularisation et la justice migrante, organisée par la Campagne québécoise pour la régularisation la justice migrante, 2 novembre 2024.
- Allocution de Laurence Guénette lors du forum d'Espaces Parents, au sujet des droits des personnes migrantes, 8 novembre 2024.
- Prise de parole d'Alexandre Petitclerc lors d'une conférence de presse organisée par le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) au sujet des dysfonctionnements du Tribunal administratif du logement, 25 novembre 2024.
- Présentation de l'affiche *Droit à un environnement sain; trois piliers démocratiques à défendre* au Symposium Ouranos sur le climat, 28 et 29 janvier 2025.
- Participation à une rencontre de prise de contact avec le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, Bernard Duhaime, 20 février 2025.
- Intervention de Laurence Guénette concernant les luttes contre le racisme systémique, à la cérémonie d'ouverture de la Semaine d'action contre le racisme (SACR), à l'Hôtel de Ville de Montréal, 21 mars 2025.

1.4 Ateliers de formation

- Atelier *Racisme systémique... parlons-en!* au Centre des femmes de Longueuil, par Martine Éloy, 10 avril 2024.

- Atelier *Racisme systémique... parlons-en!* dans le cadre de la Journée de réflexion du Comité Équité du Syndicat professionnel du Québec (SEPB-QC), par Diane Lamoureux, 26 avril 2024.
- Présentation sur les droits humains et la clause dérogatoire auprès du Comité Équité et droits de la personne de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), par Laurence Guénette, 16 mai 2024.
- Atelier-midi sur les composantes démocratiques du droit à un environnement sain et présentation de la brochure de la LDL, à la Maison Parent-Roback, par Laurence Guénette, 4 juin 2024.
- Atelier *Capitalisme de surveillance* à l'équipe de Co-Savoir, par Martine Éloy, 13 juin 2024.
- Atelier *Racisme systémique... parlons-en! – Comment être un allié* au Centre des femmes de Longueuil, par Martine Éloy, 11 juin 2024.
- Atelier *Racisme systémique... parlons-en!* présenté aux étudiants-e-s de première année au baccalauréat en travail social de l'UQAM, par Martine Éloy, 28 novembre 2024.
- Atelier *Racisme systémique... parlons-en!* au Centre des femmes Entre-Elles de Ste-Julie, par Martine Éloy, 2 décembre 2024.
- Atelier *Racisme systémique... parlons-en!* au Comité d'accueil international des Bois-Francs de Victoriaville, par Martine Éloy, 18 décembre 2024.
- Atelier *Racisme systémique... parlons-en!* au Collège Sainte-Anne Secondaire de Lachine, par Martine Éloy, 26 février 2025.
- Atelier *Capitalisme de surveillance* à des étudiants-e-s en criminologie de l'Université d'Ottawa, par Martine Éloy, 26 mars 2025.

1.5 Webinaires, conférences, séminaires, tables rondes, événements

- *Les droits humains à l'affiche, Droits des peuples autochtones, 400 ans de luttes*, avec les panélistes Viviane Michel, militante innue et directrice Relations Premières Nations et Inuit au Centre d'Innovation des Premiers Peuples, et Pierre Lepage, auteur du livre *Mythes et réalités des peuples autochtones*, animé par Paul-Étienne Rainville, à l'Office national du film à Montréal, 16 avril 2024.
- Webinaire d'accueil à la LDL destiné aux nouveaux membres, nouvelles membres et toute personne intéressée à le devenir, 17 avril 2024.
- Webinaire d'accueil à la LDL destiné aux nouveaux membres, nouvelles membres et toute personne intéressée à le devenir, 28 octobre 2024.
- *Les droits humains à l'affiche, Liberté d'expression et droits environnementaux : un enjeu de pouvoir*, avec les panélistes Nicole Filion, militante au comité Liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique de la LDL, et Rodrigue Turgeon, co-porte-parole de la Coalition Québec meilleure mine et coresponsable du programme national de MiningWatch Canada, animé par Paul-Étienne Rainville, à l'Office national du film à Montréal, 7 mai 2024.
- **Webinaire de lancement** de la brochure *Droit à un environnement sain : trois piliers démocratiques à défendre*, avec les panélistes Dominique Peschard, militant du comité environnement de la LDL, Jacinthe Villeneuve, militante dans le Comité Action Citoyenne Projet Northvolt et Éric Pineault, Institut des sciences de l'environnement et Chaire de recherche sur la transition énergétique de l'UQAM, animé par Alexandra Pierre, 15 mai 2024.
- *Les droits humains à l'affiche, Travail et migration : chronique d'un esclavage moderne*, avec les panélistes Nina Gonzalez du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants et Sonia Djelini, idéatrice et co-rechercheuse du projet ainsi que militante pour les droits humains, animé par Paul-Étienne Rainville, à l'Office national du film à Montréal, 28 mai 2024.
- Présentation de la brochure *Droit à un environnement sain : trois piliers démocratiques à défendre*, lors d'une séance-midi tenue à la Maison Parent-Roback, 4 juin 2024.

- Lancement de la revue *Droits et libertés*, vol. 43 n° 1, printemps/été 2024, *Regards critiques sur l'incarcération*, à Montréal, avec les panélistes Alexe, une femme livrant un témoignage sur l'incarcération et la déportation de son conjoint et père de ses enfants; Dale Dione, fondatrice et ex-coordonnatrice du programme de justice alternative Shen:nen A'Onsonton à Kahnawà:ke; Marlihan Lopez, cofondatrice de Harambec et militante féministe Noir; Jean-François Rancourt, analyse aux politiques publiques, Société québécoise de la déficience intellectuelle, animé par Delphine Gauthier-Boiteau, 12 juin 2024.
- Conférence *Crise du logement et personnes migrantes : On remet les pendules à l'heure!* à Montréal et en ligne, avec les panélistes Amel Zaazaa, de l'Observatoire pour la justice migrante, et Stéphanie Barahona, du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), 5 novembre 2024.
- Webinaire *La Riposte au plan santé se poursuit*, en collaboration avec la Coalition Riposte au plan santé, 27 janvier 2025.
- Lancement de la revue *Droits et libertés*, vol. 43 n° 2, automne 2024/hiver 2025, *Imaginer une ville des droits humains*, à Montréal, avec les panélistes Michel Parazelli, professeur associé à l'école de travail social de l'UQAM, Florence Bourdeau, co-coordonnatrice, Regroupement des organismes en hébergement pour les personnes migrantes (ROHMI) et Jérémie Lamarche, organisateur communautaire, Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), animé par Diane Lamoureux, 5 février 2025.
- Circuit urbain en autobus *Au cœur de nos droits : un siècle de luttes pour la défense des droits humains à Montréal*, organisé en collaboration avec L'Autre Montréal, avec un groupe d'étudiant-e-s du Cégep de Rimouski, animé par Paul-Etienne Rainville, Montréal, 12 mars 2025.